

le prolétaire

mensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

21 Janvier au 17 Février 1983
19^e année

N° 369
3 F

LE SENS DE NOTRE COMBAT POLITIQUE

Aujourd'hui, la crise dans laquelle est plongé depuis plusieurs années l'ordre social impérialiste et capitaliste va en s'aggravant. Cela se traduit partout dans le monde par un approfondissement des contradictions économiques, des rivalités interétatiques ainsi que par une intensification de la mobilisation de toutes les forces politiques bourgeoises et opportunistes pour accentuer leur pression sur les masses prolétariennes et exploitées. Il s'agit par là pour le front uni de toutes ces forces étatiques, politiques et syndicales de s'opposer aux mouvements de révolte et de lutte des masses qui ont historiquement tendance à se développer en cherchant toujours à secouer de manière de plus en plus résolue le joug qui les opprime.

Dans cette situation cependant, malgré une combativité qui tendra à s'affirmer de plus en plus clairement, la capacité d'organisation et le niveau de conscience des masses indépendamment de toute influence bourgeoise et petite-bourgeoise, est encore EN RETARD par rapport aux exigences de la lutte émancipatrice. Ce retard s'explique en grande partie par la formidable pression que subissent les masses SUR TOUS LES PLANS à la fois, économique, social, politique et idéologique mais aussi militaire.

C'est pourquoi il serait illusoire de croire que la reprise générale de la lutte prolétarienne se développera sur des bases directement claires.

Au contraire on peut prévoir qu'elle se réalise non seulement à travers une succession d'avancées et de reculs mais aussi d'une manière au départ complexe et tortueuse. En raison même de la formidable pression exercée par les forces impérialistes et capitalistes, les poussées de lutte sont même condamnées à s'exprimer au départ sur des terrains choisis par la bourgeoisie ou issus de ses initiatives et qui donc ne sont pas forcément les plus clairs et les meilleurs pour permettre que se dégage une conscience directement classiste et débarrassée de toute influence contraire. Cela d'autant plus que les antagonismes sociaux ne se réduisent pas à la seule opposition bourgeoisie-prolétariat, même si celle-ci est historiquement la principale force motrice.

De plus, en raison du monopole exercé par toutes les forces contre-révolutionnaires sur la scène politique, les mouvements de lutte ne se placent pas seulement sur le seul terrain syndical mais aussi sur des fronts beaucoup plus différenciés concernant des questions politiques ou des questions de vie quotidienne (lutttes antimilitaristes, antimilitaristes, mouvements contre la guerre, mouvements de la jeunesse, etc.). A cet égard, il serait catastrophique de croire que la reprise de la lutte prolétarienne de classe sur une grande échelle se fera obligatoirement d'abord à travers des luttes à caractère économique puis se développera sur le terrain politique. Notre analyse doit être au contraire dialectique. Pour nous, les luttes immédiates et partielles, à travers leur multiplicité, peuvent avoir aussi bien un caractère économique que politique. En raison du formidable poids de l'idéologie dominante il est même inévitable que les explosions de lutte des masses se développent au départ à travers des orientations confuses voire même réactionnaires (comme on a pu le voir en Pologne ou en Iran). En effet, comme disait Lénine, la théorie marxiste révolutionnaire « nous a appris à discerner, derrière le voile des coutumes enracinées (ou des préjugés nationalistes ou religieux parmi certaines couches des masses du Proche-Orient, etc.) des intrigues politiques, des lois subtiles et des doctrines astucieuses, la lutte de classe, la lutte qui oppose les diverses classes possédantes à la masse des non-possédants, au prolétariat qui est à la tête de tous les non-possédants » (T.4 p. 216). S'il en était besoin le développement de la lutte de CHOOZ démontre (Suite page 6)

DIX-HUIT MOIS D'AUSTERITE SOCIALISTE

Les socialistes sont venus au pouvoir en France en se flattant d'apporter avec eux le "changement", vocable sous lequel d'ailleurs ne se cachait déjà plus aucune promesse de "rupture avec le capitalisme", mais qui traçait aux prolétaires la perspective d'un recul de l'inflation, d'une sauvegarde du pouvoir d'achat des salaires, d'une régression du chômage et plus de "liberté".

Dix-huit mois après le 10 mai, où en est-on ? Le chômage a continué à augmenter, et va continuer à le faire. Alors qu'il a atteint déjà 8,5 % de la population active en 1982 - 2 millions de chômeurs, dont près de la moitié ont moins de 25 ans -, les dernières statistiques de l'OCDE prévoient 10,5 % pour le premier semestre de 1984. On se souvient que les prévisions au moment des présidentielles étaient de 2,5 millions de chômeurs en 1985. On n'en sera pas loin. Les socialistes n'ont donc en rien diminué le chômage, qui a continué à croître. Au point qu'à l'instar de ses prédécesseurs, le gouvernement actuel est obligé de trafiquer les statistiques offi-

cielles, par exemple en ne comptabilisant pas comme chômeurs les jeunes sans emploi effectuant un stage bidon de "formation" en entreprise, au terme duquel ils se retrouvent de nouveau sur le pavé.

Le PS s'était vanté de même de relever la "consommation populaire". Pendant la première année de pouvoir (le fameux "état de grâce"), il a bien lâché quelques miettes : augmentation du SMIC, des allocations familiales, des retraites, etc. Ces quelques miettes ont provisoirement relancé la consommation, mais comme cela se faisait au détriment de la production "nationale", car la grande part des achats s'est portée sur des produits d'importation (élec-

tro-ménager, automobile, etc), ce qui a contribué au déficit-record du commerce extérieur, il a fallu bien vite devenir "réaliste".

D'autre part, politiquement, le PS a lâché ces quelques miettes dans un premier temps pour pouvoir mieux imposer ensuite aux travailleurs les sacrifices contenus dans le plan d'austérité de l'été 82. En fait, ces sacrifices, le gouvernement les avait prévus dès son arrivée au pouvoir comme en témoignait déjà le budget 1982. La démolition des premiers temps sur les "avancées sociales" préparait les appels à l'effort et la rigueur.

Alors que le dernier semestre 1982 a déjà vu l'attaque en règle contre les chômeurs, les retraités, la Sécurité sociale, les salaires, l'année qui vient est annoncée comme "l'année terrible".

Le pouvoir d'achat qui a commencé à baisser (au minimum de 1 % pour les fonctionnaires) ne pourra être maintenu en 83. Le gouvernement prévoit de réduire l'inflation à 8 % cette année, en conséquence tous les accords salariaux prennent cette barre de 8 % comme limite absolue des augmentations (Suite page 8)

APRES LE FEU, LE SIONISME ET L'IMPERIALISME FONT SUBIR LE FROID ET LA FAIM

Les assauts militaires sionistes, conjugués à la sanglante répression des milices chrétiennes pour anéantir la résistance palestinienne, ont laissé derrière eux leur cortège de douleurs et de souffrances humaines. Pilonnées des mois durant par des bombes au phosphore, à fragmentation ou à implosion - petites "gâteries" made in démocraties d'Occident -, massacrées par la mitraille ou l'arme blanche, les masses palestiniennes doivent encore continuer de payer leur tribut aux puissances sionistes, arabes et impérialistes. Ce tribut, c'est maintenant un 11^e exode dans l'éparpillement. Fuyant les bombardements, chassés par les bulldozers de leurs abris en ruines, les palestiniens ont été refoulés dans de nouveaux camps où manque l'essentiel pour vivre.

En détruisant les anciens camps, l'armée sioniste ne comptait pas seulement écraser la résistance armée et terroriser les masses palestiniennes

pour les faire fuir hors du Liban vers la Jordanie et la Syrie, leurs bourreaux patentés plus aptes que le Liban à les museler. Il s'agissait aussi de détruire dans les camps toute l'organisation de la vie sociale et politique, qui faisait des palestiniens un Etat dans l'Etat. Les nouveaux camps répondent ainsi à ce besoin du sionisme et de l'impérialisme de détruire cette organisation sociale démontrant l'existence de ce peuple nié par Israël.

Pour cela les masses palestiniennes sont condamnées une fois de plus à l'assistanat, condition faisant dépendre leur survie de l'impérialisme lui-même, par l'UNRWA (1) interposé. L'UNRWA, sous couvert de motifs humanitaires intervient donc en fait pour ne pas compromettre les bénéfices politiques et sociaux de la victoire militaire du sionisme par des flambées sociales désespérées des sans-abris sans ressources. Il est le complément indispensable au sionisme (Suite page 3)

Appel des travailleurs de Varsovie

Manifestons notre solidarité en reprenant la lutte

Le texte que nous publions ci-dessous est significatif, car il reflète avec clarté la terrible situation et la réelle faiblesse de Solidarnosc dans la clandestinité à la fin de l'an passé.

Par cet appel, le "Comité inter entreprises SOLIDARNOSC de Varsovie" exprime un besoin de toute lutte ouvrière, celui de la solidarité la plus large. Ce besoin est ressenti avec d'autant plus de force aujourd'hui après un an d'Etat de siège dirigé contre le mouvement ouvrier, en vue de le plier aux exigences des intérêts de la Pologne bourgeoise. Daté du 17 octobre 1982, cet appel se situe après une série de violents affrontements suscités par l'interdiction de SOLIDARNOSC une semaine au paravant. Les généreuses réactions des ouvriers de tous les centres importants de la lutte ouvrière de l'été 80, en Silésie comme sur la côte de la Baltique, à Varsovie

comme à Poznan, ont été matées par la soldatesque. Alors que la direction clandestine de SOLIDARNOSC avait réagi à l'interdiction du 8 octobre en appelant les ouvriers à une journée de protestation pour le 10 novembre, la base du syndicat dissous réagit immédiatement. Cela montre à quel point la direction clandestine sentait peu la base ouvrière et à quel point la structure clandestine, qui s'était mise en place au lendemain du coup d'Etat, était encore fragile. Cette inévitable dispersion des forces ouvrières ne pouvait être dépassée par des expédients tactiques et pratiques. Le mouvement ouvrier polonais avait montré que sa force réside dans son nombre mais aussi dans son organisation centralisée. Sa défaite du 13 décembre n'était que l'aboutissement de toute une série de pressions qui s'étaient exercées sur lui par l'intermédiaire des forces de conservation (Suite page 2)

VIREUX-CHOOZ : COCKTAILS MOLOTOV ET BOULONS CONTRE LE PLAN ACIER

Le gouvernement socialiste a lui aussi présenté en juin dernier son propre plan acier. Les trois précédents ont fait passer les effectifs de la sidérurgie de 150 000 à 100 000 en 5 ans. Le plan acier 1982-86, "socialiste" lui, prévoit pudiquement 12 000 emplois en moins et deux usines fermées avant 1984 à Vireux-Molhain dans les Ardennes et à Pompey en Lorraine. Or la production d'acier baissant continuellement depuis plus de 5 ans (moins 10 % en 1982), il est pratiquement certain que les usines de Neuves-Maisons et Longwy seront fermées d'ici 1986. A Denain, 12 000 emplois vont être supprimés, ce qui porte, en tenant compte des emplois induits et de ceux déjà perdus, à plus de 20 000 le nombre d'emplois perdus dans la région seule.

Cette situation particulièrement chaotique est prévue par le plan acier de Chevenement, qui prétend organiser la restructuration de la sidérurgie française et notamment des deux grands groupes (nationalisés!) USINOR et SACILOR.

Face à cela, les ouvriers répondent : manifestations violentes, occupations, opération ville morte (à Pompey). C'est à Vireux-Molhain, dans la pointe du canton de Givet, que leur réaction a été la plus violente.

En effet, Chooz est depuis 2 ans le théâtre d'affrontements entre antinucléaires et "forces de l'ordre" au sujet de la 2^e tranche de la centrale nucléaire à uranium enrichi "CHOOZ II".

Certains, parmi les sidérurgistes, habitent Chooz, et se battent contre les flics depuis mai 1980. Depuis novembre 1981, les écologistes français et flamands organisaient, les derniers samedis de chaque mois, une manifestation avec affrontement avec les flics à Vireux-Chooz. En mars, les sidérurgistes de la Chiers (filiale d'USINOR), menacés de licenciement, prennent le relais des écolos et commencent à mener des actions de plus en plus violentes : barrage systématique de l'unique pont reliant la centrale à Vireux et par lequel les flics doivent obligatoirement passer, déféstration des trois directeurs de la Chiers, incendie d'un château (évalué à plus de 3 000 000 de francs lourds!), affrontements avec la direction d'USINOR, saccage de locaux administratifs (perception de Fumay, EDF-Givet, siège du syndicat des industries métallurgiques ardennaises, etc.).

La préparation des affrontements mensuels s'est affinée avec le temps. Les sidérurgistes fabriquent eux-mêmes leurs (Suite page 8)

Manifestons notre solidarité...

(Suite de la page 1)

sociales, comme l'Eglise ou les mouvements démocratiques.

Rendons hommage au mouvement ouvrier polonais d'avoir su préserver un minimum de réseaux clandestins par lesquels devraient nécessairement passer la renaissance de l'organisation des luttes futures. Ce travail, il l'a mené malgré la terrible répression qui pesait sur lui. Ainsi il a su, dans l'hypothèse la plus favorable, sauvegarder les conditions d'une reprise, même si demain on ne peut exclure qu'un éventuel renouveau des luttes passe par d'autres canaux à près qu'ait disparu, sous le poids de la répression, le réseau existant acquis dans les luttes de l'été 80.

Cette terrible situation, où d'une part la base fait encore la démonstration de sa capacité de révolte, et les difficultés d'organisation réellement centralisée ne pouvait pas ne pas amener la direction clandestine à chercher des appuis extérieurs. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter l'Appel, et notre devoir en Occident est de répondre à ce besoin de solidarité internationale.

Le fait qu'elle s'adresse aux "organisations syndicales et aux partis ouvriers de l'Ouest" ne signifie nullement que la direction clandestine est de même nature que nos bureaucraties syndicales d'Occident. Cela ne démontre que l'absence d'une autre perspective.

Le besoin de solidarité étant nécessaire, la direction clandestine n'a pas d'autre choix apparent que celui-ci. Et c'est cela son terrible isolement: être obligé de s'adresser aux forces qui, ici même, sont des obstacles à la renaissance d'une véritable lutte ouvrière.

Dans son texte on remarque que le comité se croit obligé de démontrer la non-culpabilité des syndicats. Ce système de défense ne serait évidemment pas nécessaire s'il s'adressait à de véritables organisations de la lutte ouvrière, car il apparaîtrait avec évidence qu'en Pologne comme en Occident la classe ouvrière est obligée d'imposer par la force ses revendications. Le fait d'être obligé de se justifier en montrant que le mouvement n'est pas sorti de la légalité, comme le prétend la Junte, prouve tout au plus que le comité a peur de n'être pas compris et de se retrouver seul. Il ne s'adresse donc pas à des forces ouvrières qui utilisent les mêmes méthodes pour les mêmes objectifs, mais à des forces dont il est peu sûr.

Notre devoir est de répondre à cet appel. Ce n'est évidemment pas en demandant aux organisations syndicales et politiques opportunistes de manifester une solidarité avec les ouvriers, car ceci supposerait qu'ici même elles organi-

sent la lutte pour la défense de tous les prolétaires. L'histoire quotidienne démontre qu'elles n'en font rien et que, bien au contraire, elles ne manifestent qu'une solidarité de parole d'autant plus bruyante qu'ici elles entendent ne rien faire du tout.

Répondre à l'appel consiste aujourd'hui à rechercher des liens directs avec les ouvriers polonais lorsqu'ils sont possibles, à dénoncer toutes les formes de solidarité abstraite, à manifester par l'action directe et démonstrative une solidarité internationale.

Mais au delà de ces manifestations des éléments les plus conscients, c'est en luttant ici même, pour défendre leurs conditions d'existence, que les prolétaires occidentaux feront la démonstration la plus pertinente aux ouvriers polonais que dans leurs luttes ils retrouvent en face d'eux ceux là-mêmes que ces derniers appellent de leur soutien.

En développant sa lutte sur tous les fronts contre l'ennemi commun, l'impérialisme, la classe ouvrière renforce nécessairement ses liens de solidarité. La solidarité internationale est un produit de la lutte internationale prolétarienne. C'est en développant la lutte de classe ici que se construisent les conditions d'une véritable solidarité internationale et internationaliste.

« LETTRE OUVERTE AUX ORGANISATIONS SYNDICALES ET AUX PARTIS OUVRIERS DE L'OUEST » (EXTRAIT)

(...) Aujourd'hui, par la bouche de Rakowski et de ses autres porte-parole civils, la Junte tente de faire croire à la société terrorisée et à l'opinion publique à l'étranger que Solidarnosc refusait tout dialogue et tout accord après le 13 décembre. C'est pour cette raison qu'il lui fallait liquider notre syndicat. Au nom du "socialisme" et de la "paix dans le monde".

Sachez qu'il s'agit là d'un mensonge éhonté. A de nombreuses reprises, les membres de Solidarnosc et sa direction clandestine - dont notre Comité ouvrier inter-entreprise Solidarnosc(MRKS) de Varsovie - ont fait savoir à la Junte qu'ils étaient prêts à entamer des discussions en vue d'un accord. Notre seule exigence consistait en une condition politique et humanitaire élémentaire : la libération de Lech Walesa et des autres membres de Solidarnosc emprisonnés et internés. Nous étions même prêts à entreprendre ce dialogue dans les conditions de l'état de guerre, sous la menace des tanks et des baïonnettes.

De la fin du mois de juin à la fin d'août, nous avons suspendu toutes les grèves et manifestations dans l'ensemble du pays. Au début juillet, la direction clandestine de Solidarnosc avait annoncé officiellement dans la déclaration intitulée "5 fois oui" - diffusée à des centaines de milliers d'exemplaires - qu'elle était prête à la négociation et au dialogue. Durant la préparation des manifestations pacifiques du 31 août encore, manifestations

transformées par la police en un carnaval sanglant, la direction de Solidarnosc appelait la Junte à l'entente et à la recherche d'un accord. Quatre jours avant les manifestations pacifiques du 31 août, cinq militants de Solidarnosc, avec l'accord de la direction et en commun avec les représentants de la Confédération des syndicats autonomes, envoyaient une lettre à Jaruzelski contenant un appel dramatique au dialogue.

La Junte a rejeté les appels de Solidarnosc dans la clandestinité. Elle a également ignoré les prises de position conciliatrices de l'Eglise. Les propositions des experts et de divers militants du syndicat appelant au dialogue et à l'entente incluses dans la brochure "Août après décembre", tous ces écrits ont fini dans les poubelles du général. (...)

Aujourd'hui, la Pologne est un pays où le problème des syndicats est plus marqué par l'intérêt que leur porte la police que par le débat sur les voies de l'émancipation politique et économique de la classe ouvrière. Il faut qu'il n'y ait aucun malentendu : la Junte militaire ne lutte pas en défense du socialisme, elle lutte pour son pouvoir et ses privilèges.

C'est pour cette raison que le dialogue avec Solidarnosc lui est inutile, aujourd'hui comme hier. Ceux qui croient encore que ce qui est en jeu en Pologne, c'est la défense du "pouvoir populaire" ou de la "propriété sociale des moyens de productions" sont - passez-nous l'expression - des imbéciles finis. En Pologne, la Junte essaie par tous les moyens de préserver le "socialisme pour demeuré", "socialisme" fondé sur la tricherie, la peur et la corruption, sur les prisons et le despotisme des directeurs de fabrique, des commissaires militaires, des agents de la police et des apparatchiks. Les ouvriers polonais en ont assez d'un tel "socialisme" et d'un pouvoir populaire de ce type-là.

La Junte croit qu'elle a "dissous" le syndicat indépendant autogéré Solidarnosc. Plus d'un parmi vous se pose aujourd'hui la question : faut-il encore parler de Solidarnosc, cela a-t-il encore un sens de la soutenir? Sachez qu'on ne peut dissoudre Solidarnosc pas plus qu'on ne peut "dissoudre" la classe ouvrière polonaise. On peut l'écraser, mais cela impliquerait la destruction physique du monde du travail en Pologne. Il ne s'agit pas là d'exagérations de notre part. Vous dites "solidarité",

nous disons "liberté". Vous dites "socialisme", nous disons "justice et autogestion". Posez-vous la question : peut-on maintenir longtemps en prison les aspirations à la liberté, à la justice, à une vie décente et au contrôle de l'outil de travail? Bien évidemment non, et c'est pour cela que Solidarnosc n'a pas été dissoute et ne peut l'être. Aujourd'hui réduit à la clandestinité, emprisonné, "dissous" sur le papier, notre syndicat se reflète dans les yeux remplis de peur des généraux et des apparatchiks.

Nous attendons des organisations syndicales et des partis ouvriers occidentaux qu'ils entreprennent des actions unitaires et massives en défense des militants de Solidarnosc persécutés par la Junte.

Nous attendons de vous que vous saisissiez toute occasion au niveau international de faire payer la note aux gorilles militaires. Nous attirons votre attention sur le fait que la loi syndicale votée le 8 octobre est une farce au regard de la convention de l'Organisation internationale du travail. Ses décrets d'application remettent en fait la décision de la reconnaissance des syndicats nouvellement créés entre les mains de la police secrète. Le "modèle" syndical qui nous a été imposé par la Junte pour les années à venir n'est rien d'autre que la copie du "modèle" chilien de Pinochet. Le complément de ce modèle, c'est la transformation - par le biais de la loi - de toute administration étatique en une "armée de surveillants" disposant de droits et de privilèges spéciaux à l'image du système hiérarchique de l'administration tsariste.

Nous sommes convaincus que les organisations syndicales et les partis ouvriers occidentaux sont prêts à mener une lutte déterminée de solidarité en défense des droits des travailleurs polonais. Nous sommes convaincus que vous voyez dans le soutien à Solidarnosc une forme de défense des intérêts vitaux et des droits des travailleurs occidentaux. Le soutien et la solidarité aujourd'hui et demain - voilà ce que nous attendons de vous. De vous avant tout. De nous vous pouvez attendre une chose : la poursuite de la lutte contre la Junte.

Solidarnosc n'est pas mort ! ●

Comité ouvrier interentreprise Solidarnosc de Varsovie
le 17 octobre 1982

A l'Est convergence de

Avec le développement de la crise du capitalisme mondial les Etats bourgeois à l'Ouest comme à l'Est ne cessent de renforcer leur arsenal répressif pour mater les explosions de colère et de révolte du mouvement social et en premier lieu des masses ouvrières. Ce renforcement de tout l'appareil de répression bourgeoise est un des instruments de l'offensive que les forces et les Etats bourgeois lancent afin de sauvegarder et d'intensifier leurs privilèges. Il est intéressant de tracer un tableau même sommaire des méthodes répressives utilisées par les Etats soi-disant "socialistes" et "populaires" pour préserver la féroce oppression au moyen de laquelle ils cherchent à préserver leur domination capitaliste. Cela non pas pour entretenir des lamentations humanitaires poussées par les petits-bourgeois toujours prêts à se mobiliser TANT que les masses exploitées et ouvrières sont des victimes et si prompts à se taire ou à pousser des gueulantes haineuses dès que les masses se redressent énergiquement et rendent coup pour coup. Il s'agit au contraire de montrer au-delà de la convergence des méthodes répressives de la sainte Alliance de la contre-révolution, quels sont les obstacles concrets que partout la lutte doit et devra dans la pratique affronter pour s'organiser efficacement et pour vaincre.

EN POLOGNE.

Lors de la dispersion des émeutes du 31 août à Lublin et à Zielova Gora, les ZOMO (1) ont utilisé une nouvelle arme particulièrement barbare. Il s'agit d'un phare à fortes lentilles monté sur une voiture blindée. Ses rayons sont si puissants qu'ils mettent le feu aux vêtements en l'espace de 2 ou 3 secondes, et aux objets en bois en une quinzaine de secondes. Bien que produite en RDA cette arme est déjà surnommée "le nappalm russe" !

LES MOYENS UTILISES PAR LA ZOMO:

1) A l'aide de matraques. Il y en a de plusieurs sortes. Le plus souvent, ils utilisent des matraques en caoutchouc longues d'un mètre avec une barre de fer à l'intérieur (made in RFA). Un coup énergique donné avec cette matraque brise les os et provoque des lésions internes.

2) Les gaz. Ils sont produits sous forme de cartouches en carton qui portent le nom de "UGU 2000".

D'autres plus dangereuses encore, viennent de la République Démocratique Allemande. Elles sont sous forme de cartouches métalliques. Quand le gaz prend feu, cet emballage est chauffé au rouge; il en résulte de très graves brûlures

IBRAHIM SOUSS DEFEND L'ANTI-TERRORISME. QU'ON SE LE DISE!

Comme nous l'avons déjà souligné dans nos colonnes, le gouvernement français a entrepris de s'attaquer par la loi et par l'action policière à un certain nombre de militants. Parmi ceux-ci, des membres issus d'Action Directe qui ont manifesté leur solidarité avec les masses palestiniennes et libanaises. Dans sa tâche, le comité d'affaires de la bourgeoisie française a reçu un renfort inattendu en la personne du très officiel porte-parole de l'OLP à Paris, "monsieur" Ibrahim Souss.

Celui-ci a en effet déclaré qu'il approuvait entièrement les mesures anti-terroristes prises récemment, en précisant qu'il avait déjà, auparavant, demandé que des mesures allant dans ce sens soient prises, étant donné qu'ils étaient eux-mêmes (les dirigeants de l'OLP) victimes du terrorisme de droite et de gauche. Il a d'autre part regretté que des mesures plus sévères ne soient pas prises à l'encontre des étrangers qui profitent du droit d'asile pour venir perpétrer des actes incompatibles avec le droit accordé.

On ne peut exprimer aujourd'hui de manière plus claire et brutale que la solidarité avec la lutte des palestiniens ne doit pas dépasser les limites des salons feutrés de la diplomatie. L'heure est aux accommodements avec l'impérialisme "progressiste" français. Ceux qui ne l'ont pas compris doivent en payer le prix... par la mort ou la prison ! Alors... solidarité avec Ibrahim Souss ou avec les combattants armés qui veulent lutter jusqu'au renversement violent de l'Etat sioniste? ●

* Dans Libé. du 1/12/82.

le prolétaire

W Polsce tak samo
walka klasy
robotniczej

5 Fr

CORRESPONDANCE ET ABONNEMENT

Le prolétaire
20, rue Jean Bouton - F - 75012 Paris
Versements : chèque bancaire ou chèque postal à l'ordre du "Prolétaire"
Directeur-gérant : Saro
Imprimerie : Editions Polyglottes
232, rue de Charenton - 75012 Paris
Distribué par les NMPP
No d'inscription à la commission paritaire de presse : 52926

comme à l'Ouest: dans les méthodes répression

pour les personnes touchées.

3) **Les canons à eaux.** Les canons à eaux dont la pression peut aller jusqu'à 250 kg provoquent de graves lésions; l'eau utilisée par ces canons est souvent additionnée d'un colorant indélébile, afin de marquer les "meneurs" vite détectés par les ZOMO ou la ROMO(2).

4) **Les fumigènes.** Ceux-ci sont de production tchèque, et provoquent de graves lésions aux yeux.

5) **Les grenades assourdissantes.** Celles-ci sont "made in UDSSR" et provoquent de telles détonations qu'elles peuvent assourdir et étourdir pendant plusieurs minutes.

6) **Les gaz paralysants.** Ceux-ci, de production également tchèque ou "made in RFA" ressemblent particulièrement aux grenades utilisées par les CRS. Ils peuvent être lancés soit au pistolet, soit au fusil. Ils sont enfermés dans une ampoule qui, en éclatant, dégage un gaz concentré. Ce dernier provoque de graves lésions aux yeux, des vomissements continus, et dans certains cas il peut provoquer des problèmes cardiaques, (similitude avec le gaz CS utilisé par les CRS ou les flics à Brixton).

EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE.

Il faut dire que cet Etat dès les premières années de sa création s'est forgé une solide expérience dans la répression anti-ouvrière. Lors de la commune de Berlin en juin 1953, 100 000 prolétaires furent écrasés dans le sang par les chars de l'impérialisme russe en pleine gestation dans le sillage de la victoire de 1945. Les manifestants ouvriers réclamaient la diminution des cadences infernales, des augmentations de salaire et la baisse du prix de la viande. Depuis, malgré le silence entretenu par l'Etat, régulièrement des mouvements de colère des travailleurs sont réprimés avec la plus grande dureté. Rappelons les 17 ouvriers arrêtés de l'usine de Theurung de Walterhausen dans le sud du pays, dont on est sans nouvelles, ainsi que la répression policière menée à Rostock en 1981.

La RDA se trouve sous la "protection" de 400 000 soldats russes et plus de 300 chars. La NVA (l'armée populaire de l'Allemagne de l'Est) a deux nouvelles divisions de 20 000 à 25 000 hommes, et un total d'environ 225 000 hommes. Ces deux divisions nouvelles ne sont qu'une partie des troupes frontalières rendues disponibles par l'automatisation des dispositifs de surveillance et de tir le long du "rideau de fer". Les groupes de combat, milices ouvrières, 50 000 hom-

mes, disposent d'armes lourdes, de DCA et de blindés. Son objectif: maintien de l'ordre dans les usines.

La VOPO, police "populaire", a été proclamée "compagne d'armes de la N.V.A.". La VOPO fut utilisée pour la répression de la révolte ouvrière de Juin 1953, ainsi, qu'entre autres, pour la construction du mur de Berlin. Elle est intégrée à la "défense territoriale" et comprend 200.000 hommes. Elle est cantonnée dans les différents centres ouvriers comme à Leipzig, Halle, Magdebourg, Potsdam et Berlin. De plus, la militarisation des services publics s'effectue à la vitesse grand V. La revue VOLKSARMEE signalait que la compagnie INTERFLUG était passée sous contrôle militaire! L'armée populaire allemande dispose maintenant d'une structure logistique perfectionnée, jusque là réservée à l'armée soviétique. Elle sera désormais dotée de chasseurs bombardiers MIG-27, SU 19 et SU 23, et de missiles SS 21, SS 22 et SS 23.

Comme on le voit, la terreur policière à l'Est ressemble étrangement dans ses moyens et ses méthodes à celle des "démocraties occidentales" ou des dictatures militaires du monde dit libre. Nous ne soupçons, dans d'autres articles, non seulement de compléter ce tableau, mais également de montrer COMMENT la classe ouvrière, et plus particulièrement en Pologne, s'est préparée à affronter les violences policières et à lutter contre elles. Car les expériences de lutte de la classe ouvrière doivent devenir le patrimoine commun du mouvement ouvrier international dans son combat pour se libérer définitivement de ses chaînes.

Note 1: La ZOMO est une formation professionnelle, comptant entre 20 000 et 25 000 fonctionnaires très bien payés et équipés. Leur tâche est de disperser les manifestations de rue et de "pacifier" les entreprises en grève. La ZOMO est formée dans des camps d'entraînement en Tchecoslovaquie. Elle a été créée en 1973, et les éléments qui la forment sont recrutés de façon générale parmi les droits communs, qui voient ainsi leurs peines raccourcies.

Note 2: La ROMO est une formation créée pour les besoins de l'état de guerre. Ces fonctionnaires viennent en grande partie de la "RESERVE VOLONTAIRE DE LA MILICE". La ROMO est également constituée d'anciens soldats de l'armée de défense des frontières. Leur service est de 3 à 6 mois. Leur tâche est de patrouiller et disperser les manifestations. Contrairement aux ZOMOS, ils ne sont pas munis d'armes à feu, mais de matraques "made in RFA".

profonde que peuvent nourrir les réfugiés vis-à-vis de l'impérialisme qui après avoir armé leurs bourreaux se charge maintenant de neutraliser les survivants.

Aux camps de réfugiés s'ajoutent les camps de prisonniers palestiniens où la terreur et à la torture physique s'ajoute aussi de terribles conditions de détention. Les rébellions de prisonniers pour réclamer de meilleures conditions de vie dans les camps se heurtent à une violente répression et à la sanction mortelle de la mitraille. A Al Ansar, au Sud-Liban, 7000 prisonniers croupissent dans la fange, ne sachant rien de leurs familles, ne pouvant communiquer avec elles.

Mais le froid et la faim ne sont pas les seules menaces pour les réfugiés palestiniens. Complètement désarmés et désorganisés ils sont une cible facile pour les représailles des milices chrétiennes, du sionisme ou des Etats arabes.

Sabra et Chatila ont déjà été le prix payé par ce désarmement militaire face à cet ordre barbare qui ne peut qu'être une fois encore tenté par la facilité d'exercer sa répression. Ce ne sont pas les camps de toile qui les protègent, ni du froid, ni des milices, au contraire ils les offrent à leur pâture.

Aussi brutale soit-elle, la pression du sionisme et de l'impérialisme oeuvrant main dans la main ne peut que rallumer la région. Comme en 1948 les tentes de l'UNRWA ne changent rien, les actions "humanitaires" d'un impérialisme à la recherche d'une bonne conscience ne feront que retarder le moment décisif où les masses palestiniennes reconquerront leur Etat national sur les ruines d'Is-

Argentine: Les camarades des victimes de la dictature militaire refusent les illusions démocratiques

C'est le souvenir des 30 000 disparus (desaparcidos), victimes de la répression du régime militaire argentin, qui a provoqué la manifestation du jeudi 16 décembre 1982. La manifestation avait été organisée par la "multipartidaria" (regroupant les partis opportunistes et réformistes) avec l'intention ouverte d'entériner la "loi de l'oubli" en échange de promesses formelles de démocratisation. Cette loi, en faisant miroiter la possibilité d'accorder quelques libertés, quelques augmentations de salaires et une amélioration des conditions de travail ainsi qu'un réaménagement du travail politique, propose au nom d'une réconciliation nationale et démocratique de désamorcer les tensions sociales et la colère des masses "pour entreprendre la reconstruction, avec amour (sic!) de la patrie en mauvais état".

La volonté de la junte militaire — avec la complicité politique de la "Multipartidaria" — de faire passer, après "l'aventure" des Malouines, la disparition de tous les militants et dirigeants syndicaux révolutionnaires torturés et assassinés pendant toutes les années de lutte violente qui ont suivi le golpe antipéroniste de mars 1976, comme pertes de guerre, ont provoqué inévitablement des tensions sociales.

En effet la détérioration croissante de l'économie argentine et l'appauvrissement de vastes couches prolétaires et même de la petite-bourgeoisie, annonçaient, même pour les exploités, "qu'un changement doit arriver", sous forme d'un replâtrage à couleur démocratique pour préserver les bases de l'ordre capitaliste.

C'est ainsi que les rides de la dictature militaire se sont prolongées en tentatives de grimace démocratique avec l'espoir d'utiliser les manifestants comme pantins dans la préparation du cirque électoral.

Cependant les forces sociales participant à la manifestation ont refusé l'ignoble scénario dont les participants réformistes et opportunistes se sont faits les complices et ont tenté de faire cortège en acte de rébellion et de protestations violentes, en ignorant les mots d'ordre hypocrites des organisateurs.

SOUSCRIPTION PERMANENTE A TOUS NOS LECTEURS ET SYMPATHISANTS

Notre dernier appel n'a pas été suffisamment entendu. La récente scission qui a eu lieu dans notre organisation continue à nous poser de très gros problèmes. Les camarades qui ont quitté l'organisation, ont le matériel de reproduction ainsi que la caisse, nous ont laissés un grand nombre de factures importantes que nous devons régler très rapidement.

Nous comptons sur tous les lecteurs et sympathisants pour nous envoyer leur souscription pour soutenir notre presse internationale.

SOUSCRIVEZ POUR LE DEVELOPPEMENT DE NOTRE PRESSE !

raël et de Jordanie. En Occident, au même moment qu'organiser la solidarité de classe avec la lutte des masses palestiniennes en luttant contre sa propre bourgeoisie impérialiste, le prolétariat doit prendre en charge, ce qui fait partie de ses devoirs, les tâches de secours aux déshérités palestiniens, afin de ne pas laisser faire l'impérialisme. Le secours prolétarien n'est pas humanitaire, il est d'entraide fraternelle et internationaliste. Il a comme objectif non pas de neutraliser la lutte mais d'en permettre la réorganisation.

(1) L'UNRWA est l'office de secours spécialisé des Nations Unies dont les "bons offices" remontent à 1948 avec les premières vagues de paysans palestiniens fuyant les blindés sionistes venus raser leurs villages.

(2) Il faut aussi noter dans cet article l'hostilité des femmes palestiniennes de ce camp vis-à-vis de l'OLP qu'elles accusent à juste titre de les avoir "abandonnées" et des Etats arabes qui se "sont toujours moqués de nous".

teurs et en demandant vengeance pour tous les "disparus".

Sans aucun doute, la riposte violente du prolétariat argentin et des masses levées le 16 décembre 1982 représente une nouvelle étape sur le chemin de la lutte prolétarienne qui devra dorénavant et plus que jamais mettre fin à tous les compromis interclassistes, avec lesquels les forces opportunistes s'efforcent, et chercheront toujours, à empêcher la lutte.

L'échec subi par la bourgeoisie argentine dans sa nouvelle tentative pacificatrice provoquera, d'autre part, une série de manœuvres en direction des organisations combattives prolétaires afin, avant tout, de neutraliser et isoler les éléments d'avant-garde, et après, de les faire disparaître et assassiner; ou bien d'acheter des dirigeants ouvriers, briser les grèves et saboter les luttes.

Les vicissitudes par lesquelles le prolétariat argentin est passé peuvent malgré tout permettre un travail d'organisation de petits groupes de militants révolutionnaires qui luttent avec des méthodes exprimant la nécessité de l'indépendance et de l'organisation de classe.

La lutte du prolétariat argentin doit jouir de notre solidarité de combattants révolutionnaires pour la cause du communisme à travers non seulement la propagande et la dénonciation en Argentine et en d'autres pays, mais aussi à travers des actions ponctuelles de solidarité active.

- NON A LA "LOI DE L'OUBLI" !
- A BAS LE DRAPEAU INFAME DE LA BOURGEOISIE DRESSÉ CONTRE LA LUTTE DES MASSES !
- SOLIDARITE AVEC LES REFUGIES POLITIQUES!
- POUR L'ORGANISATION CLASSISTE DE PROLETARIAT ARGENTIN ET DU MONDE ENTIER !

PRESSE INTERNATIONALE ESPARTACO

Un nouveau numéro de "Espartaco" vient de sortir. A cette occasion, nous nous proposons de raconter brièvement l'histoire de ce jeune périodique de l'aire caribbe et latino-américaine. Il y a un certain temps, un groupe de militants révolutionnaires vénézuéliens décidèrent de chercher une réponse prolétarienne et internationaliste aux problèmes de la révolution communiste en Amérique Latine et au Vénézuéla. Le bilan que notre parti a fait de la contre-révolution stalinienne, de la révolution d'Octobre ainsi que sa défense ardente du marxisme ont permis, grâce à la présence sur place d'un vétéran du parti, à un groupe de jeunes communistes opposés aux fronts populaires interclassistes comme aux votes nationaux ou électoraux et avides de liens révolutionnaires internationaux, de se lier au parti et de former une section au Vénézuéla.

La parution de ce nouveau numéro de "Espartaco" est donc la confirmation d'un travail patient et ardu avec les forces qui commencent à naître dans des régions de jeune capitalisme comme le Vénézuéla ou le Brésil, où les traditions et l'héritage de la gauche communiste sont inconnus et où le révisionnisme a détruit les quelques réflexes de classe que les masses pouvaient avoir eus.

Proletarios de todos los países, unidos!

espartaco

PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL

LE QUATRIEME NUMERO DE ESPARTACO... (text continues)

| | |
|---|---|
| SETTEMBRE - OTTOBRE 1982 N° 97 | 84 - 1.400 |
| SOMMARIO | CONTENUTO |
| 1. LA SITUAZIONE INTERNAZIONALE... (text continues) | 1. LA SITUAZIONE INTERNAZIONALE... (text continues) |

PARTIDO COMUNISTA INTERNACIONAL
VENEZUELA SETTEMBRE - OTTOBRE 1982

Commandes au "Prolétaire".
Prix : 3 F.

APRES LE FEU ...

(Suite de la page 1)
me et à sa répression armée pour maintenir le calme social et contrôler les masses palestiniennes.

Cette tâche de contrôle, l'UNRWA s'en acquitte en contrôlant, à l'indignation de l'impérialisme qui se targue de ne pas vendre que des bombes, de nouveaux camps, véritables ghettos de tout combattant, sans liens entre eux et isolés des masses arabes autochtones.

Ils sont aujourd'hui des dizaines de milliers de 2 mètres carrés d'espace par personne est une "bonne" moyenne. Loin d'être cléments comme sur la côte, les hivers sur les chaînes montagneuses et les hauts plateaux du Liban et de la Syrie sont très rigoureux. Les réfugiés, tous démunis de bons vêtements, doivent donc affronter l'hiver dans les pires conditions. Mais aux rigueurs climatiques s'ajoutent le rationnement alimentaire, le manque de médicaments et l'absence de soins. Dans les tentes l'eau est rare, les sanitaires inexistant, l'électricité absente ! Tous les biens personnels lentement accumulés depuis le dernier exode ont disparu, écrasés sous les bombes et les bulldozers, ou pillés par les milices.

Les réfugiés palestiniens ne peuvent que subir ce parquage, désarmés qu'ils sont. Dans le camp d'Alm-Héloué, pourtant, le "Monde" du 28 octobre rapporte que les réfugiés ont accueilli les tentes de l'UNRWA - leur rappelant de tristes souvenirs - en détruisant et brûlant la première qui fut dressée (2). Bien que symbolique, ce geste montre la haine

SUISSE : à propos des innovations technologiques

CAPITAL ET INFORMATIQUE

Cybernétique, informatique, bureautique, télématique, tels sont les nouveaux termes qu'il faut absolument placer dans un discours politique ou universitaire, ou après un repas d'affaires, si l'on veut passer pour un "homme de progrès". Les roquets de l'intelligentsia universitaire et journalistique qui veulent voir leurs carrières s'élever vers des sommets inespérés entonnent les couplets de la "révolution micro-électronique". A les écouter, la puce électronique va libérer l'humanité de ce mal millénaire : LE TRAVAIL. Pour eux, le développement informatisé de la société bourgeoise, c'est la société idéale de demain. Comment passera-t-on de cette société d'exploitation à l'utopie de la société des gadgets électroniques où le nec plus ultra de la communication humaine se fera par télé-écran interposée, ils se garde bien de nous le dire? La fonction de ces rêveurs d'une société as-éptisée presse-bouton n'est pas de décrire le vraisemblable, mais de déverser des torrents de propagande en utilisant tous les médias pour convaincre, du moins l'espèrent-ils, les exploités d'aujourd'hui que l'"avenir radieux" est proche, pourvu qu'ils gardent patience. Vendre l'utopie sociale comme l'on vend des savonnettes, avec les méthodes souriantes du marketing de supermarché, voilà le sens de cette écoeurante campagne. Qu'en est-il en réalité?

La micro-électronique, représentée par les formidables capacités des "circuits intégrés" est en train d'envahir tous les domaines de la production. Comme toute découverte technologique, le circuit intégré est l'aboutissement d'une série de recherches qui débutent avec les tubes à vide, passent par les transistors et aboutissent au circuit imprimé. Comme c'est le cas dans bien des inventions, l'ordinateur a une origine militaire. Le premier, l'ENIAC, est né en 1945 d'une commande du "Laboratoire de recherches balistiques de l'armée américaine". Pesant 30 tonnes, constitué de 18 800 tubes à vide, il était extrêmement capricieux et peu fiable et nécessita deux années et demie de construction pour souder 500'000 connexions électroniques. Cette première génération semblait vouée à la disparition si, en 1947, le transistor n'avait été découvert. Jouant le même rôle que les lampes et qu'un interrupteur commandé, il est dix fois plus petit, consomme mille fois moins d'énergie, est un million de fois plus rapide et coûte dix fois moins cher. En 1959, répondant à un nouvel appel de l'armée américaine, IBM sortait le premier ordinateur entièrement transistorisé. La deuxième génération était née. La nécessité de faire travailler toujours plus vite la machine pousse les constructeurs à réduire les dimensions de cette dernière. En développant la technologie des circuits imprimés, connue depuis 1943, et celle des transistors (semi-conducteur produit par le dopage d'un isolant comme le cristal de silicium par exemple) on créa les premiers circuits intégrés sur une plaquette de silicium regroupant dans une seule opération par photolithographie le circuit imprimé et les transistors. Sur une minuscule surface on avait réduit un circuit complet. En complexifiant le circuit intégré en y intégrant 100'000 composants et plus, on produisit sur une plaquette de silicium un MICROPROCESSEUR, c'est-à-dire un ordinateur quasi complet. Le processus de miniaturisation fit baisser incroyablement le coût des ordinateurs et permettait désormais à cet instrument de traitement de l'information de s'immiscer dans l'ensemble des sphères de la production. Ainsi apparurent ces nouvelles machines à qui l'on donnait des instructions sous la forme d'un programme qui, s'étant inscrit dans ses circuits, pouvait reproduire un processus complexe sans intervention humaine.

En pénétrant le processus de production, l'informatique le transformait. Dans les arts graphiques l'exemple est connu. Les lettres de plomb de Gutenberg qui avaient à la fin du quinzième siècle révolutionné la circulation des idées en permettant à la bourgeoisie de faire circuler les siennes, succombent devant la photocomposition. Le typographe, qui depuis 5 siècles était à la base de la fabrication du texte multi-reproduit disparaît au profit (!!! du capital surtout) de travailleurs moins qualifiés. La fabrication d'un journal qui demandait des centaines de typos peut désormais, grâce aux nouveaux procédés, être assumée par un personnel réduit à l'atelier. La presse quotidienne, en adoptant l'informatique dans la fabrication du journal, peut augmenter de manière appréciable la productivité des travailleurs et rétablir du

même coup ses profits, sans augmenter de manière trop importante le prix de vente, qui doit rester modeste, de ce bien particulier diffusé largement dans les larges couches de la population laborieuse. L'augmentation des frais fixes, du papier, de l'énergie des transports, le volume toujours plus important de la masse d'information à traiter nécessitent une rationalisation de la production pour compenser ces frais. L'informatisation la permettait, elle s'imposa.

Comme pour toute innovation technologique, l'introduction de l'informatique dans l'entreprise est dictée par des impératifs économiques. La machine remplace le travailleur chaque fois que son amortissement au cours de la production coûte moins cher que les frais occasionnés par ce dernier. La concurrence étant le mode d'existence du capitalisme, elle est donc le moteur qui pousse chaque entreprise à baisser ses coûts et donc, si cela est RENTABLE, à introduire les nouvelles technologies. Les mutations technologiques sont donc inhérentes au mode de production capitaliste.

L'innovation technologique signifie d'une façon générale, simplification du processus de travail.

Ce résultat, que les communistes saluent tant parce qu'il ouvre les portes de la production au travail simple - qui est le travail de la majorité de la population active - que parce que, dans un mode de production supérieur, il rendra possible une diminution du temps de travail nécessaire, se traduit sous le capitalisme par une réduction du salaire moyen non accompagnée d'une réduction substantielle de la journée de travail, ni d'un allègement du rythme du travail, qui tend au contraire à s'intensifier. Ce n'est que dans la société communiste que le progrès technologique pourra être mis au service d'une libération de l'homme de la malédiction d'une extension et d'une intensification bestiale du travail indispensable à sa survie.

En attendant, il ne s'agit pas pour les prolétaires de s'opposer à une déqualification des métiers traditionnels qui est la conséquence inévitable des innovations technologiques, mais de se battre : 1) pour que, sous prétexte de réduction du travail complexe, le niveau actuel des salaires ne soit pas comprimé.

2) pour que l'expulsion d'un certain nombre de bras par suite de l'introduction de machines complexes ne se traduise pas par une condamnation à mourir de faim.

3) pour que la simplification du travail ne se traduise pas par une intensification des cadences.

La réaction immédiate et instinctive des travailleurs contre les licenciements à la suite d'innovations technologiques est le refus de se laisser jeter sur le pavé, la lutte pour la défense du poste de travail - une lutte que non seulement les communistes révolutionnaires mais tous les prolétaires et en particulier les travailleurs qui ont un emploi, ont le devoir d'appuyer-. Toutefois, à long terme, la défense à tout prix du poste de travail

est impossible dans une société dont une des lois de développement est la formation continue de la surpopulation relative, de "bras en surnombre". La lutte pour la défense du poste de travail ne peut donc pas ne pas se transformer (comme cela s'est toujours passé dans l'histoire du mouvement ouvrier) en lutte de défense des conditions de vie des licenciés et des chômeurs. Si aujourd'hui les rapports de force entre les classes empêchent de soulever la revendication tout à fait légitime en soi du salaire intégré aux chômeurs, on peut toutefois, et on doit, avancer la revendication d'une allocation qui leur assure au moins des conditions de vie décentes et ceci dans la cadre de la lutte générale pour imposer à la classe dominante un minimum d'"assurance sociale" en faveur de la classe dominée et particulièrement, dans ce cas, des travailleurs rejetés de la production.

Quant à la revendication, tant de fois avancée par les forces syndicales et politiques, de la formation permanente, elle ne garantit pas le salaire de l'ensemble des travailleurs mais seulement des recyclés, pas plus qu'elle ne résout le problème des licenciés. Comme nous l'avons montré, en simplifiant les tâches productives par l'automatisation, le capital rend la force de travail qualifiée inutile et la remplace par une plus simple. Le salaire de la force de travail pour le capital est donc nécessairement plus bas puisque sa valeur, c'est-à-dire la quantité de travail qu'il a fallu dépenser pour la former est passée de 4 années à quelques semaines. Ce n'est que la lutte ouvrière qui peut empêcher cette chute du salaire et non les décalogues des réformistes. Quant aux licenciés, une formation complémentaire devrait, selon les réformistes, leur garantir une meilleure possibilité de trouver un emploi dans des nouveaux secteurs nécessitant de nouvelles qualifications ! Au regard des chiffres, cet argument ne peut tenir. (1)

Entre 1973 et 1979, selon le recensement fédéral des entreprises, le recul des emplois dans l'industrie a été de 17%, soit 136'000 postes supprimés. Bien sûr, si l'on tient compte du secteur tertiaire, on constate que les emplois ont fait un bond prodigieux entre 1966 et 1977, reflétant par là la nécessité pour le capital d'investir toujours plus dans la sphère de circulation sous peine d'asphyxier la sphère de production. A moins de pousser un horloger ou un tourneur à se recycler dans un emploi bancaire, la thèse de ceux qui préconisent la formation pour trouver un emploi ne tient pas. Et demain, elle sera plus difficile si l'on songe que l'informatique, qui ne fait que commencer de pénétrer le secteur des services, mettra au chômage des milliers d'employés aux écritures.

La revendication d'une meilleure formation est un vœu pieux, car elle ne garantit rien. La meilleure formation pour le capital c'est celle qui s'adapte avec le plus de souplesse aux changements de l'outil de production. On pourrait dire, en ironisant, que la meilleure formation c'est la NON-FORMATION. Ainsi le capital dispose d'une main d'oeuvre sans résistance corporative, malléable à volonté. Si l'informatique envahit vraiment l'ensemble de la vie sociale comme l'écriture, alors gagnons que l'on trouvera bientôt toute une série de réformateurs pédagogiques qui exigeront que dans les programmes de l'école obligatoire on intègre cette nouvelle donnée. Ce processus de réforme scolaire est d'ailleurs largement entamé, notamment par le biais des réformes de l'enseignement des mathématiques, où le but recherché n'est plus l'apprentissage des quatre opérations élémentaires, mais celui d'un mode abstrait de raisonnement qui s'approche de celui qui est nécessaire en informatique. Ainsi un jeune de seize ans, au sortir de l'école, saura manipuler les outils informatiques avec la même facilité que l'on manipule aujourd'hui une chaîne HI-FI.

Parallèlement à la pression sur les salaires des actifs et des chômeurs, l'introduction de

l'informatique provoque d'autres effets sur les conditions de travail. Un premier effet qui est lié au développement du machinisme est l'accélération des cadences. En supprimant, dans l'industrie des machines par exemple, tous les réglages pour la production d'une série, une machine numérique augmente considérablement la productivité surtout dans les petites et moyennes séries. Il est donc nécessaire de lutter contre cet effet et cela rejoint une lutte PERMANENTE du travail contre le capital : la lutte pour l'ABAISSMENT DES RYTHMES de travail. Un deuxième effet, lui aussi lié au machinisme, est celui du développement du travail de nuit. Le mécanisme est simple. Pour un industriel, l'investissement dans l'innovation technologique est une dépense importante de capital fixe. Afin de limiter le temps d'amortissement, durant lequel courent les intérêts, l'industriel consciencieux cherchera à utiliser ses nouvelles machines sur une journée de travail aussi longue que possible. Tout naturellement il sera amené à introduire une nouvelle équipe de nuit pour faire tourner les machines 24 heures sur 24. Contre cet effet, il faudra lutter pour la suppression du travail de nuit partout où cela n'est pas rendu obligatoire par la nature même de la production (fours, production d'énergie, santé par exemple). Et là où c'est obligatoire, lutter pour l'introduction d'une quatrième équipe, ramenant le travail de chacune à 6H00. Un troisième effet est celui qui est lié directement aux nouvelles conditions de travail produites par ce nouvel outil. Le développement de la télématique crée toute une série d'emplois devant un écran de contrôle. Des luttes devront imposer des limites au temps de travail car les effets sur la vue et le système nerveux sont extrêmement importants et dévastateurs. Un quatrième effet enfin est celui qui découle des possibilités intrinsèques de l'informatique. En informatisant la production, le capital est à même de contrôler avec un ordinateur central chaque poste de travail relié à lui en le comparant instantanément avec l'ensemble des autres. Ce nouveau contrôle relèguera le chefillon, le chronomètre et le bureau des méthodes dans la poubelle des accessoires inutiles. Ce n'est que la lutte contre le renforcement des méthodes de contrôle qui fera reculer le patronat.

D'après ce rapide parcours, nous avons pu constater que l'introduction de l'informatique dans le processus de production n'implique pas en soi de nouveauté. Pour chacun des effets, nous avons montré que le moyen de s'y opposer rejoint ceux qui caractérisent la lutte incessante du travail contre le capital. Tous les innovateurs en pratiques syndicales, tous les chercheurs en nouveaux axes de lutte, tous les démagogues qui veulent soi-disant éveiller l'avant-garde, parlent de tout sauf de l'essentiel, les MOYENS de LUTTE. Pour eux, il n'existe qu'un seul terrain fécond, celui de la lutte conventionnelle. Or la crise a pu supprimer, en Suisse par exemple, des milliers d'emplois dans le bâtiment, l'horlogerie et le textile sans que les "puissantes conventions collectives" parviennent à défendre les travailleurs virés de la production. Il est vrai que le capital helvétique disposait d'une main d'oeuvre immigrée qui, faute de pouvoir renouveler un permis de travail fut contrainte de retourner dans son pays d'origine, évitant ainsi à la Suisse d'avoir à subir l'un des taux de chômage les plus hauts d'Europe. Jamais, qu'il s'agisse d'une branche en crise comme l'horlogerie ou d'une entreprise en difficulté, les CCT ont été à même de protéger les travailleurs par leur vertu. Elles ne les protégeront pas plus des effets des innovations technologiques!

(1) Les chiffres que nous citons sont tirés des statistiques suisses mais la démonstration serait la même avec ceux d'un autre pays.

A bas le travail de nuit et le travail posté !

Nous avons montré dans le numéro 366 du Prolétaire que le travail de nuit et le travail posté avaient tendance à s'accroître de façon spectaculaire avec les progrès du capitalisme, à cause de leur plus grande rentabilité. Nous avons montré également les conséquences désastreuses de ce type de travail sur la santé des travailleurs: troubles du sommeil, fatigue accrue, troubles nerveux, digestifs, cardiaques, vieillissement fonctionnel de sept années.

Mais la détérioration de la santé n'est pas la seule conséquence du travail de nuit et du travail posté. 75% des travailleurs de nuit alternants se déclarent gênés dans leur vie familiale plus qu'en tout autre domaine. L'alternance des postes provoque des variations incessantes dans le rythme de la vie quotidienne. Le repos est rendu difficile par les activités du reste de la famille. La plupart des familles sont obligées de modifier leur rythme de vie pendant le repos du travailleur. Les repas pris en famille sont moins nombreux (plus du quart des travailleurs du poste de l'après-midi ne prennent aucun repas en famille). L'éducation des enfants échappe au travailleur, qui ne les voit qu'irrégulièrement, et retombe forcément sur sa femme. La vie sociale est également perturbée: le travailleur a moins la possibilité de voir des amis, des voisins qui, eux, ne travaillent pas aux mêmes heures que lui. Il ne peut plus se livrer à des activités collectives (sportives, culturelles, syndicales, politiques, etc.) qui se font à heures fixes en suivant le rythme de la vie de la cité.

Pourquoi le travailleur accepte-t-il le travail de nuit et par équipes ? Si on passe sur le fait que le plus souvent il n'a pas le choix, vu le chômage,

il est certain que les primes liées au travail de nuit et du dimanche jouent un rôle non négligeable (elles peuvent atteindre 25% du salaire moyen). D'autre part les travailleurs ont l'impression d'avoir plus de temps libre, mais c'est en fait en rognant sur leur temps de sommeil, comme nous l'avons vu. Enfin, le travail de nuit permet le plus souvent d'accomplir un travail secondaire pendant le jour: surcroît d'exploitation, surcroît de fatigue, encore, auquel obligent les salaires de misère! Seule solution: l'augmentation massive et radicale des salaires et la diminution de la durée du travail pour tous les travailleurs.

Les réformateurs bourgeois ont essayé toutes les hypothèses pour "aménager" le travail de nuit et le travail posté. Toutes se sont révélées illusoire. Par exemple, certains se sont déclarés pour le travail de nuit permanent, au lieu de l'alternance. En réalité, les deux solutions sont équivalentes, biologiquement, puisqu'on a pu montrer que la permanence n'est qu'une alternance déguisée, du fait du jour de repos. Certains ont proposé des rotations lentes (tous les deux mois) pour permettre une adaptation des rythmes biologiques; mais des médecins ont montré que cette adaptation était impossible. D'autres

ont proposé des rotations courtes (tous les deux ou trois jours) dans le but au contraire d'éviter toute modification des biorhythmes. Mais, comme l'écrit Cazamian, "renoncer à entraîner les biorhythmes par les horaires de nuit ne résoud aucunement le problème de base, puisque le travail nocturne continuera d'être exercé en état de désactivation biologique et que le sommeil devra être obtenu en état d'activation diurne". Certains ont proposé des heures de changement de poste précoces (4 ou 5 h du matin), mais cela ampute la dernière partie du sommeil, la plus riche en rêves, et engendre souvent l'insomnie, comme nous l'avons vu, du fait de l'angoisse de laisser passer l'heure du lever. D'autres ont proposé des heures plus tardives (6 h, 7h ou plus), mais alors "le travailleur de nuit supportera la double astreinte d'une tâche accomplie en désactivation et d'un sommeil ultérieur amputé, vers midi, par le besoin de s'alimenter".

Toutes les solutions réformistes sont donc illusoire. Il n'existe, pour les communistes, qu'une seule revendication permettant de résoudre le problème du travail de nuit et du travail posté: leur suppression pure et simple dans tous les cas où elle est techniquement possible, avec extension aux travailleurs de jour des avantages en salaire liés au travail de nuit; et bien sûr la lutte contre l'amputation des maigres avantages acquis, comme l'interdiction du travail de nuit pour les femmes, quelles qu'

aient été par ailleurs les intentions des bourgeois quand ils ont accordé cette réforme. Plus que toute autre revendication, la suppression du travail de nuit est liée à l'abolition du capitalisme, vu ce qu'elle implique comme modification radicale de toute l'organisation du travail.

Quand le travail de nuit et le travail posté sont requis par des exigences techniques (hauts fourneaux, chimie) ou sociales (hôpitaux) véritables, dans ce cas sa durée doit être diminuée radicalement de façon à permettre un repos compensateur. Mais les nécessités techniques sont elles-mêmes relatives. Quand le prolétariat sera au pouvoir et en aura fini avec les considérations de profit, l'Etat encouragera les recherches scientifiques dans le sens d'étudier comment limiter au maximum le travail en continu, alors que la recherche est actuellement orientée exactement en sens opposé.

Le capitalisme vampire détruit le travailleur: à bas le capitalisme et la loi du profit!

Bibliographie :

-Marc Maurice, Le travail par équipes, BIT, Genève, 1971

-P. Andlauer, J. Carpentier, P. Cazamian, Ergonomie du travail de nuit et des horaires alternants, Editions Cujas, 1977.

-James Carpentier, Le travail posté, 1972

CONSIDERATIONS POUR AVANCER AU-DELA DE NOS CRISES

Dans le précédent numéro (cf. Voir au-delà de nos crises) nous nous sommes efforcés de montrer que la crise qui nous a secoués et dont nous subissons encore les conséquences, s'inscrit dans une trajectoire précise. Cette trajectoire est jalonnée de problèmes liés au double effort d'organiser une activité en liaison avec les épisodes (aussi complexes et multiformes soient-ils) de la lutte des classes et de maîtriser notre propre développement organisationnel. Cela dans la perspective de DEVENIR, sur la base d'une CONTINUITÉ PROGRAMMATIQUE, avec les acquis du communisme révolutionnaire incarné par l'activité de Marx, Engels, du parti bolchevik sous la direction de Lénine, de l'Internationale Communiste (jusqu'à la dégénérescence stalinienne) et du parti communiste d'Italie dans ses premières années, et à travers une PRATIQUE MILITANTE capable de s'affiner dans le mouvement même de son développement, un POLE regroupant réellement les avant-gardes combattives que secrète le mouvement social ainsi que les militants révolutionnaires sincères cherchant à préparer activement la révolution à travers des orientations confuses ou des organisations s'appuyant sur des perspectives limitées voir erronées. Nous ne reviendrons pas ici sur les difficultés et les problèmes qui ont jalonné notre pratique militante. Il est cependant utile de rappeler que sur ce difficile chemin il y a 2 faits qu'il ne faut jamais perdre de vue.

Le premier c'est que la constitution d'un VÉRITABLE pôle révolutionnaire (capable de DEVENIR le noyau effectif du parti révolutionnaire prolétarien compact et puissant de demain) ne découle pas nécessairement et automatiquement de l'assimilation des bases théoriques et programmatiques du marxisme révolutionnaire ni de leur unique revendication au moyen d'une propagande générale. Ce résultat, qui est aussi et surtout une CONQUÊTE, dépend en fait de la capacité d'UTILISER le patrimoine existant le plus élevé auquel était parvenu la vague révolutionnaire précédente des années 1917-1925, pour l'appliquer à la situation contemporaine grâce à une analyse concrète et à l'élaboration d'une ligne tactique et politique susceptible de GUIDER l'activité du parti et d'entraîner et d'unifier les énergies combattives du mouvement social dans l'action.

La fonction d'une telle plate-forme politique n'est pas seulement d'apporter les réponses concrètes aux différentes questions que soulèvent les fronts de lutte à travers lesquels le mouvement social cherche à avancer sur la voie de son émancipation, mais aussi d'ORIENTER et d'ARTICULER ces fronts de lutte (cf. édition du Prolétaire précédent). Cela signifie que les tâches des communistes révolutionnaires consistent à considérer EN PERMANENCE à la fois les exigences immédiates du mouvement de lutte et les exigences historiques liées à la victoire révolutionnaire prolétarienne. C'est pourquoi loin de se contenter, sur la base des leçons vivantes qu'elles fournissent, de populariser les luttes en cours (ce qui est indispensable pour chercher à unifier autour de la lutte et à travers une solidarité active les plus larges couches possibles de travailleurs, mais aussi pour permettre que des luttes aient, par leur exemple et les coups qu'elles peuvent porter, les luttes se situant sur d'autres fronts), les communistes ré-

volutionnaires doivent également chercher à contribuer à surmonter les limites inévitables des luttes pour pouvoir les GUIDER le plus loin possible en regard des potentialités même du mouvement et d'AGIR efficacement de la sorte sur le mouvement.

Le deuxième fait qu'il faut rappeler est que, sur le chemin de la constitution du noyau du futur véritable parti révolutionnaire prolétarien, les obstacles matériels sont nombreux. De même qu'il serait illusoire de croire que l'assimilation du programme révolutionnaire et de la théorie nous transforme nécessairement en parti révolutionnaire de la classe ouvrière (ce qui revient à faire un amalgame intolérable entre une perspective potentielle vers laquelle nous devons tendre toutes nos énergies et la situation présente), il serait fou et puéril de croire que dans le processus de constitution et de consolidation du parti, toutes les difficultés résultant des pressions et problèmes soulevés par la lutte des classes, se résolvent forcément en une fois indépendamment des caractéristiques générales de la situation sur le plan économique, social, politique, etc. Ce serait là une vision catastrophique et moralisante toute errant dans l'activité pour élaborer et appliquer la ligne tactique et politique révolutionnaire.

En ce sens le problème vital pour l'organisation révolutionnaire qui agit en vue de la formation du parti révolutionnaire d'avant-garde n'est pas qu'elle fasse des erreurs mais bien qu'elle soit capable d'en expliquer les bases réelles et de les surmonter en se redressant. Car le parti révolutionnaire est aussi et avant tout un PRODUIT de l'histoire avant de devenir une force capable d'en diriger la transformation révolutionnaire.

Ainsi toutes les crises que nous avons subies depuis 1970 et dont nous avons essayé de montrer la signification

dans le numéro précédent, Y COMPRIS la dernière, étaient reliées aux questions soulevées dans la réalité par les sollicitations de la lutte de classes (à travers leur manifestation tumultueuse, complexe et confuse) et par nos efforts pour essayer d'y répondre. Cela signifie que dans ce domaine notre capacité à répondre à ces problèmes, dans le prolongement de la réaffirmation des bases théoriques et programmatiques du communisme, était elle-même fonction de la trajectoire matérielle et concrète qu'a suivie notre organisation depuis sa constitution en 1952 (cf. Thèses caractéristiques).

En effet en raison de la profondeur de la terrible contre-révolution stalinienne qui parvint à détruire (avec l'aide des forces bourgeoises) matériellement les méthodes et les traditions de lutte du prolétariat en Occident, notre organisation a vécu pendant de très longues années dans un terrible ISOLEMENT par rapport à un mouvement social dominé par les forces bourgeoises. INEVITABLEMENT ce fait a LIMITÉ et MUTILÉ (voire faussé) notre activité puisque, par la force des choses, au lieu de partir des BESOINS D'ORIENTATION des mouvements de lutte nous étions condamnés à développer notre activité à PARTIR de la défense des principes du communisme, qui plus est en étant extraordinairement réduit du point de vue de notre présence numérique comme du point de vue de notre répartition géographique, limitée de fait à quelques villes essentiellement en Italie et en France au départ.

Qu'on nous comprenne bien. Il ne s'agit en aucune façon de renier ce que nous avons fait entre 1951 et 1970, ni avant bien au contraire. Il s'agit d'en donner une explication matérialiste et dialectique dans le but d'expliquer notre force comme les limites que les conditions nous imposaient, pour être en mesure de les dépasser, en nous armant politiquement plutôt que par des jérémiades ou des condamnations morales et métaphysiques comme l'ont fait les LIQUIDATEURS lors de la dernière crise. Nous avons fait ce qu'il FALLAIT FAIRE et ce que nous POUVIONS FAIRE à ce moment-là. Non seulement RESTAURER, REAFFIRMER le marxisme, le défendre contre tous les détracteurs et novateurs, montrer sa validité pour expliquer la réalité ET y agir (1); mais aussi essayer de nous l'APPROPRIER, d'ASSIMILER l'ensemble des positions révolutionnaires. "Nous", c'est-à-dire les QUATRE CHATS qui essayaient de saisir le FIL HISTORIQUE et de s'y accrocher au milieu d'un monde dont toute la pression tendait objectivement à les en arracher. Il ne s'agissait pas seulement de lancer les positions révolutionnaires à la face du monde, envers et contre tous, comme CRI DE GUERRE préfigurant la reprise

inévitabile de la lutte prolétarienne communiste, il s'agissait aussi de constituer un NOYAU D'ORGANISATION militante cherchant également à "pénétrer dans toutes les brèches et les fissures" de l'infâme ordre capitaliste et impérialiste.

Malheureusement, les CONDITIONS HISTORIQUES et NOTRE FAIBLESSE nous obligeaient à développer alors ces activités dans les pires conditions: en restant ISOLÉS d'un mouvement social qui en Occident était sous le contrôle total des forces opportunistes et bourgeois MONOPOLISANT l'ensemble des initiatives sur la scène de la lutte des classes. Cette terrible situation d'isolement entraînait des limites réelles en nous empêchant de traiter, DANS LE VIF de la réalité, des questions fondamentales du point de vue des exigences de la révolution prolétarienne et même plus modestement du point de vue du développement de la lutte des classes quotidienne indépendamment de toute influence bourgeoise et opportuniste; questions AFFIRMES EN PRINCIPE mais qui en FAIT restaient dans la vague du point de vue de leur APPLICATION EFFECTIVE dans la réalité.

Cela ne signifie nullement que notre organisation planait dans l'abstraction et qu'elle n'avait aucune activité tournée vers ce qui se passait dans le mouvement social. Mais son activité et son orientation politique s'appuyaient sur une base programmatique juste mais inévitablement générale, étaient déterminées par la terrible pression de notre situation réelle. Ces limites entraînaient même plusieurs dangers, notamment:

-attendre une reprise de la lutte en la concevant d'une manière presque "mythique" comme si elle allait immédiatement et automatiquement repartir du niveau le plus élevé auquel était parvenu la vague révolutionnaire des années 1920 en Europe.

-chercher par des expédients et des recettes tactiques appliqués mécaniquement et de manière purement volontariste et exhortative, à forcer des situations liées certes à des conditions objectives mais aussi à des conditions subjectives.

-par une réaction d'impatience (au départ légitime), attendre un renforcement de l'organisation exclusivement des mouvements de lutte sans chercher par une orientation politique adéquate à influencer également, dans la mesure de nos forces, ces luttes pour au moins préparer la possibilité de les orienter un jour sinon tout de suite.

Cette formidable pression exercée par la victoire totale de la plus terrible contre-révolution que le mouvement ouvrier a connu, ainsi que les limites, les écueils et les dangers qui en résultent ont constitué en quelque sorte la "ran-

(Suite page 6)

CONSIDERATIONS POUR AVANCER AU-DELA DE NOS CRISES

con" à payer pour sauver les positions révolutionnaires. Notre organisation ne pouvait dépasser cette pesanteur et ses effets qu'à travers le développement ET de la situation ET de sa propre activité.

C'est précisément en cherchant à AVANCER réellement pour combler notre retard immense que nous nous sommes confrontés à ces écueils depuis au moins 10 ans. Si nous n'avons pu immédiatement ou parfaitement apporter une réponse complète et globale à ces problèmes c'est précisément bien parce qu'au départ les difficultés que nous avions à surmonter étaient immenses en regard de notre force réelle. Ce qui importe cependant c'est que notre petite organisation a AVANCÉ sur cette voie en cherchant à redresser dans la mesure de nos possibilités nos insuffisances et nos erreurs. A cet égard le rapport central de la Réunion Générale tenue au cours de l'été 1982 (dont nous ferons un compte-rendu dans un prochain numéro) constitue un pas réel et incontestable.

C'est tout cela que les liquidateurs n'ont pu comprendre en s'appuyant sur une vision matérialiste et dialectique, (sans parler du CCI qui dans RI du mois de janvier se gargarise fort mesquinement de pseudo-arguments de bas étage sur nos difficultés).

Ils se sont, au contraire, contentés de postures ultimistes et morales sur notre soi-disant "indifférentisme", "centrisme", "social-démocratie", etc. sans jamais pouvoir démontrer précisément ce qu'il aurait fallu faire d'autre ou plutôt s'il était possible de faire autrement dans l'effort entrepris depuis plus de 10 ans pour AVANCER réellement en cherchant à combler notre immense retard et à surmonter tout ce réseau de difficultés.

En effet, notre organisation a depuis longtemps mis en évidence la nécessité de passer d'une pratique de pure et simple propagande des principes (ce qui déjà était dans un sens une victoire au plus profond de la contre-révolution) pour affronter sérieusement et méthodiquement le problème de leur APPLICATION aux questions SPECIFIQUES par le développement de l'intervention, même limitée, dans le mouvement social lui-même cherchant sa voie à travers mille obstacles. Naturellement la reconnaissance de cette nécessité s'est reliée à une analyse du cycle historique en cours démontrant que, même si une situation de très haute tension sociale et politique reste pour le moment éloignée la crise mondiale du capitalisme (prévue par nous depuis longtemps) tendait et tendra de plus en plus à provoquer des fractures dans le STATU-QUO. Ce qui entraîne une situation nous offrant des possibilités plus grandes pour notre intervention et nous IMPOSANT des tâches pratiques d'action beaucoup plus directes que par le passé. Ce qui supposait, et suppose encore, l'exigence de s'armer sur le plan politique, tactique et organisationnel.

C'est précisément dans ce domaine que l'assimilation du programme ne signifie pas la résolution automatique de ces exigences et tâches vitales. Cette résolution comporte d'autant plus de difficultés que, pour des raisons que nous avons essayé d'éclaircir plus haut, la trajectoire de notre propre développement historique avait engendré des limites et des faiblesses qui se traduisaient par un GRAND RETARD (répétons-le, loin d'être encore comblé). C'est pourquoi, simultanément aux pas réels engagés pour dépasser les obstacles et nos insuffisances, nous avons clairement reconnu que par rapport à la tâche de la préparation révolutionnaire prévue en théorie et saluée avec enthousiasme par tout bon révolutionnaire, notre parti continuait à être en retard pour des raisons en partie objectives mais en partie aussi subjectives en raison de la difficulté à s'adapter à un changement d'"optique" et de méthode parallèle au changement dans la situation.

Sur tous ces points l'accord semblait général, au fur et à mesure que nous avançons à travers nos difficultés et les crises qui en étaient l'expression organisationnelle, même si toute notre organisation ne pouvait être alignée immédiatement sur le même niveau de conscience et de volonté pour affronter les tâches indéniablement difficiles et complexes qui en découlent.

Sur cette voie, contrairement aux affirmations débilées de certains liquidateurs, notre organisation s'est jetée de toutes ses forces dans l'intervention au sein des luttes immédiates. On peut citer comme exemple en France: la grève des nettoyeurs du métro à Paris, les différentes luttes au sein de l'immigration et notamment la lutte Sonacotra, les luttes dans les PTT, etc. Cependant, ces luttes ont permis de soulever des questions vitales en liaison avec les exigences immédiates du mouvement lui-

même et nous ont montré que même la lutte à caractère uniquement syndical, ou économique, dans LE MOUVEMENT MEME DE SON DEVELOPPEMENT, prenait d'une certaine manière, certes confuse et tortueuse, un caractère politique nécessitant des réponses tactiques et pratiques précises qui sont aussi un RESULTAT devant être conquis par le mouvement lui-même ET, pour cela, également par notre organisation.

Cela signifie que nous nous sommes trouvés confrontés avec le besoin de tirer des bilans de nos interventions pour renforcer notre capacité d'intervention tactique. Cette capacité, comme nous l'avons montré à travers la restauration de l'expérience de l'Internationale Communiste et du PC d'Italie dans les années 1921, dépend d'une intervention sans préalables politiques dans les organisations ouvertes créées par le mouvement de lutte lui-même, ASSOCIEE, dans la mesure de nos possibilités, à des interventions spécifiques de notre parti, en dehors de ces organisations ou, QUAND LES CONDITIONS S'Y PRESENTENT OU L'EXIGENT, au sein même de ces organisations autour de TENDANCES animées par nous ou par des "groupes syndicaux" ou "fraction" de parti.

Nos différentes interventions nous ont mis devant la responsabilité de tracer un bilan susceptible de préciser et d'affiner concrètement cette intervention et ses caractéristiques tactiques. Car c'est la seule manière de se renforcer réellement sur ce terrain. Cet indispensable bilan n'a malheureusement pas pu être mené à bout de manière complète en France notamment, alors même que les éléments qui ont pris l'initiative de conduire leur attaque liquidatrice occupaient pour la plupart des fonctions de responsabilité (cf lettre à nos lecteurs, Prol. n°367). Ceux-ci ont cherché à CONTOURNER ces exigences en se jetant dans une fuite en avant à la recherche de nouvelles interventions certes indispensables mais qui devaient cependant être RELIEES à un bilan réel des interventions précédentes pour être pleinement efficaces. Ils ont manifesté de la sorte la REACTION la plus catastrophique qui soit, face aux difficultés objectives et subjectives alimentant notre retard en tant qu'organisation.

C'est pourquoi ces éléments liquidateurs ont été amenés à masquer leur "impatience", exprimée de façon purement moralisante et exhortative, répétons-le, derrière des théorisations creuses car ne démontrant rien du tout.

Ils en sont ainsi arrivés à la conclusion que notre parti, tel qu'il est désormais par tradition, serait organisationnellement incapable de faire le "saut qualitatif" nécessaire, que dès la fin des années 1960 celui-ci, au lieu d'essayer de comprendre le mouvement (sans chercher à comprendre la nature des limites et insuffisances qui nous empêchaient de le faire et d'une manière plus précise), aurait "mobilisé le marxisme contre le mouvement" en se bornant à mettre en relief ses erreurs et ses insuffisances ou à dénoncer son caractère non prolétarien; qu'il est atteint de "KAUTSKYSME", en ce sens qu'il mettrait la théorie au service d'une pratique indifférenciée et opportuniste, et qu'il est enfin atteint de "centrisme" en ce sens qu'il reste précisément dans le flou par rapport aux exigences immédiates de l'heure et qu'il abrite dans ses rangs, en essayant de les concilier, une conception académique du parti et la juste vision de celui-ci comme parti d'action révolutionnaire. En définitive notre parti au lieu de constituer une force, serait devenu un boulet au pied des militants, les paralysant au lieu de les pousser, les isolant au lieu de les plonger dans la réalité pour chercher à la transformer. C'est pourquoi, d'après eux, le PCInt est désormais inguérissable ce qui exige une RUPTURE quel qu'en soit le prix et justifie le refus de mener une lutte organisée en son sein.

Nous avons déjà montré en quoi cette réponse était catastrophique et nous nous sommes efforcés d'expliquer ici POURQUOI leur réaction reste figée dans le moralisme idéaliste le plus gluant. Ces liquidateurs ont contourné les difficultés au lieu de les résoudre dans un cadre organisé et donc politique, se réfugiant dans la réaction d'homme individualiste. Si demain ils arrivent à se donner un cadre politique organisé (ce qui paraît difficile) ils seront confrontés à des difficultés que toute leur démarche passée rendra encore plus difficile à trancher réellement. Cela, faute d'avoir compris que les questions vitales du point de vue politique ne peuvent se résoudre précisément que dans le développement même d'une organisation cherchant en permanence à se renforcer par son activité, visant à s'insérer dans le mouvement tout en s'efforçant de l'instruire à travers une confronta-

tion avec la réalité. Tout cela découle en définitive d'une incapacité, reflétant nos limites collectives, mais grave parce que les théoriciens d'une manière erronée et idéaliste, à mobiliser toutes les forces de notre parti pour UTILISER nos bases programmatiques, au-delà des innombrables difficultés, et les APPLIQUER à l'épreuve des faits grâce à des bilans réels et complets pour les amplifier. Voici d'ailleurs ce qu'écrit Lénine en 1905 dans un article intitulé précisément "la révolution instruite": « Les divergences de vues au sein des partis politiques et entre partis politiques sont généralement résolues par le développement même de la vie politique tout autant que par les débats théoriques. En particulier, sous la pression même des événements, qui bousculent les raisonnements erronés, les préjugés de leur raison d'être, leur ôtent toute actualité, ceux qui tenaient ces raisonnements passent à des formes de lutte valables, et les désaccords concernant la tactique du Parti, c'est-à-dire son comportement politique, se trouvent ainsi résolus pratiquement. Il ne s'en suit naturellement pas que les divergences de principe dans les questions de tactique n'exigent pas des éclaircissements de principe qui seuls peuvent maintenir le Parti à la hauteur de ses convictions théoriques. Non. Il s'en suit seulement qu'il est nécessaire de mettre aussi souvent que possible des décisions tactiques A L'EPREUVE des nouveaux événements politiques. Cette épreuve est nécessaire du double point de vue de la théorie et de la pratique: de la théorie, pour se convaincre par les faits de la justesse des résolutions prises et se rendre compte des modifications qu'il importe d'y apporter après les événements politiques intervenus; de la pratique, pour apprendre à s'inspirer vraiment de ces résolutions, à y voir des directives destinées à une application immédiate et effective. » (Tome 9 P.146).

Par là la fuite en avant des liquidateurs se traduit également et inévitablement par un SUIVISME vis-à-vis des mouvements qui les conduira à n'avoir pour seule ambition que d'accompagner les mouvements de lutte en espérant bénéficier des progrès de ces mouvements sans chercher aussi à agir sur eux. Dans le désir en soi INDISPENSABLE et légitime, d'en apprendre quelque chose, ils "oublient" que la tâche des communistes est aussi, et avant tout, d'apprendre au mouvement ce que lui-même, en tant que tel, ne peut savoir seul (ou alors le parti comme force

dirigeante du combat émancipateur ne serait pas nécessaire). D'où la fascination vis-à-vis des mouvements qui se réduisent à une attitude visant exclusivement à encourager et stimuler les luttes sans chercher à les orienter et à les diriger en aidant les avant-gardes combattives à agir pour essayer de sortir des limites des situations qui sont destinées, si une force décidée ne tente pas de les dépasser, à submerger les mouvements de lutte. Une fascination qui interdit aux liquidateurs de comprendre que la tâche des communistes révolutionnaires est d'intervenir toujours dans la perspective DE TRANSFORMER LES EPISODES DE LA LUTTE DES CLASSES EN LA LUTTE ORGANISEE DU PARTI PROLETARIEN.

Si nous avons essayé de rappeler tout cela ce n'est certainement pas pour charger les liquidateurs de tous les maux en occultant notre propre retard et nos propres faiblesses. C'est la raison pour laquelle nous avons montré que les liquidateurs à travers leur confusion et leur optique idéaliste faisaient référence à des questions réelles (même s'ils n'étaient pas et ne sont de loin pas les seuls à s'en préoccuper) comme le besoin d'une ligne tactique et politique

Ces considérations ont pour but d'expliquer POURQUOI nous poursuivons notre lutte politique en tant que PCI. Il s'agit pour nous d'avancer sur la voie de la TRANSFORMATION QUALITATIVE ET QUANTITATIVE de notre organisation en un véritable pôle révolutionnaire capable de cristalliser, par une intervention chaque jour affinée et précisée, autour de lui toutes les forces combattives sur le seul terrain qui compte, celui de la lutte; il s'agit de se préparer à transformer les étincelles qui surgiront inévitablement des heurts de la guerre des classes en une lumière capable de guider les plus larges couches possibles des masses prolétariennes et exploitées. C'est à cette condition seulement (et nous reviendrons prochainement sur cette question) que la crise qui nous a secoué sera SALUTAIRE. Car tel est le défi que nous lance l'histoire à travers ses vicissitudes.

Note 1: Est-il besoin de rappeler que nous passions pour des fous lorsque nous analysions la nature de la Russie stalinienne comme fondamentalement CAPITALISTE en 1953, ou quand, dans les années 1960, nous affirmions l'inéluctabilité d'une crise économique du capitalisme à l'échelle mondiale? ●

LA FONCTION DE LA TACTIQUE REVOLUTIONNAIRE

Il nous semble utile de reprendre une citation de Lénine extraite d'un article intitulé *Vers l'unité* rédigé en 1910. Il est intéressant de remarquer que Lénine y définit la fonction de la tactique révolutionnaire alors que la situation est une situation de reflux et de contre-révolution dont l'ampleur cependant est sans aucune commune mesure avec la terrible chape de plomb contre-révolutionnaire qui pèse en Occident sur le mouvement ouvrier depuis plus de 50 ans: « A un seul et même moment, en une seule et même action du prolétariat, dans un seul et même réseau de cellules la tactique de notre parti doit, "préparer le prolétariat à une nouvelle lutte révolutionnaire déclarée" (sans laquelle nous perdrons le droit d'appartenir à la social-démocratie révolutionnaire, sans laquelle nous n'accomplirions pas la principale tâche que nous a léguée l'époque de 1905 et que nous dicte chaque trait de la conjoncture économique et politique actuelle); elle doit "donner au prolétariat la possibilité d'utiliser A SON PROFIT toutes les contradictions de l'instable régime de la contre-révolution" (sans quoi notre esprit révolutionnaire ne serait qu'un vain mot, qu'une RECITATION de phrases révolutionnaires au lieu d'être L'APPLICATION de la somme des expériences révolutionnaires, des enseignements et des leçons de la social-démocratie internationale à CHAQUE cas pratique, en vue d'utiliser CHAQUE contradiction et hésitation du tsarisme, de ses partisans et de tous les partis bourgeois » (Tome 16 P.155).

Le besoin qu'exprime Lénine est en pleine convergence avec l'exigence formulée dans nos Thèses caractéristiques par notre organisation lors de la sa constitution en organisation de parti en 1951, une exigence qui consiste à chercher en PERMANENCE à nous lier avec tout mouvement qui agit dans le sens d'une rupture prolétarienne et révolutionnaire avec l'ordre cannibale des exploités capitalistes et impérialistes: « Le parti ne perd cependant aucune occasion de pénétrer dans chaque brèche, dans chaque fissure sachant bien qu'il n'y aura de reprise que lorsque ce secteur de son activité se sera largement développé et sera devenu dominant. » ●

LE SENS DE NOTRE

(Suite de la page 1)

la justesse de l'affirmation de Lénine, puisque le front de lutte antinucléaire en cristallisant les antagonismes sociaux dans la région s'est transformé en un mouvement d'affrontement social mobilisant non seulement des sidérurgistes mais de nombreux travailleurs combattifs et militants d'avant-garde venus de divers endroits pour lutter contre l'infâme ordre des possédants et des exploités.

C'est pourquoi le problème fondamental qui se pose aujourd'hui à nous est d'abord de participer aux luttes qui se développent et se développeront inévitablement (ce qui suppose une capacité de nous INSTRUIRE, en dehors de tout doctrinarisme académique, des LEÇONS PRATIQUES que la lutte des classes sécrète). Mais c'est aussi et SURTOUT de contribuer de toutes nos forces, par un travail permanent d'organisation, à l'élargissement et l'UNIFICATION des différents fronts de lutte ainsi qu'à leur ARTICULATION dans une vaste mobilisation de toutes les forces sociales exploitées et opprimées autour de la CAUSE EMANCIPATRICE PROLETARIENNE sur le chemin de la révolution communiste.

En effet le marxisme révolutionnaire parce qu'il s'appuie sur une vision historique générale ne peut se contenter d'analyses ponctuelles et impressionnistes, il cherche au contraire à tracer les impératifs généraux, mais VITIAUX et URGENTS au sens historique du terme, à travers des analyses concrètes des situations concrètes. Aussi la question qui se posera aux mouvements de luttes des masses exploitées et donc au prolétariat sera, non pas de déclencher le combat, mais bien de le conduire à son terme en affrontant et maîtrisant tous les dangers d'essoufflement et de désorientation qui risquent de conduire au reflux. C'est pourquoi le renforcement et l'extension de la lutte de classe sur des bases les plus larges et les plus efficaces supposent IMPERATIVEMENT que le prolétariat puisse, à travers tous les pièges, se doter d'un parti révolutionnaire capable de diriger et de guider son action jusqu'à la victoire révolutionnaire. Un parti représentant l'avant-garde de la lutte prolétarienne et dont « la véritable tâche ... n'est pas d'inventer des plans de

LES TRIBULATIONS PALESTINIENNES D'EL-OUUMAMI

C'est la parution du n° 27 d'El-Oumami en septembre 1982, intitulé "Palestine vaincra", qui a déclenché une crise ouverte dans notre parti. Celle-ci s'est traduite par le départ du secteur El-Oumami (principalement orienté vers l'Algérie), suivie par des camarades d'autres secteurs, dont des responsables pour la France, l'Allemagne, l'Espagne et l'Amérique Latine, qui se sont solidarisés de la démarche d'El-Oumami et ont remis en question tout le travail du parti depuis au moins 1965-1966 et mené, de façon totalement improvisée et incohérente, une tentative de liquidation du parti.

Avec plusieurs mois de recul nous pouvons dire à présent que ces divers sortants ont été incapables de présenter un bilan collectif et une perspective de travail politique commun. Ils se sont de diverses façons noyés dans le mouvement social ou démobilisés. Leur démarche apparaît comme un véritable suicide

LES REVELATIONS FRACASSANTES DU N° 27

La première phrase de l'éditorial contient un certain nombre d'analyses qui sont développées dans le reste du journal : « En pensant en finir avec la lutte du peuple palestinien pour ses droits nationaux légitimes par la liquidation physique de l'OLP au Liban, le sionisme, et derrière lui l'impérialisme, fait preuve d'un aveuglement sans borne ». El-Oumami accorde la raison officielle invoquée par le sionisme pour justifier l'intervention et ne montre nulle part que de très larges franges de l'impérialisme ont au contraire cherché à sauver la direction de l'OLP pour mieux domestiquer la lutte. Les massacres de Sabra et de Chatila ont mis en lumière le véritable objectif du sionisme: frapper et terroriser les masses déshéritées palestiniennes. Mais il s'agissait aussi de faire régner la paix sociale au Liban et d'élargir la zone d'influence économique et de contrôle militaire de l'Etat sioniste vers le nord après avoir assuré la paix avec l'Egypte. Le véritable aveuglement, c'est celui d'El-Oumami n°27 qui en viendrait presque à présenter le départ de l'OLP comme une victoire. On envisage d'ailleurs tranquillement un redéploiement militaire de l'OLP à partir de la

politique dans lequel ils auraient souhaité entraîner tout le parti.

El-Oumami constitue de ce point de vue une exception: il s'intitule à présent "Organe des communistes-léninistes algériens" et continue de paraître et d'intervenir politiquement. Nous reconnaissons à ces anciens camarades une certaine cohésion dans leur démarche. Nous ne démontrons pas ici qu'ils avaient depuis des mois préparé les conditions d'une rupture organisationnelle, l'encadrement international du parti, malgré ses faiblesses, constituant une entrave à leurs innovations tactiques et à leurs ambitions spécifiquement algériennes. D'autres articles aborderont ces questions, par exemple à propos de la revendication des "libertés démocratiques" en Algérie. Le présent article se limitera à montrer l'évolution des positions d'El-Oumami sur la question palestinienne et sur le Moyen-Orient depuis la rupture.

Syrie et de la Jordanie en affirmant que 60 % de son potentiel militaire a été préservé. L'optimisme de la première page, qui montre une foule désarmée faisant le signe de la victoire, est totalement déplacé pour ne pas dire inconvenant.

D'une façon générale d'ailleurs le n°27 identifie la lutte palestinienne avec l'OLP qui est systématiquement blanchie, alors que sa direction s'aplatit de plus en plus devant les Etats arabes, l'impérialisme et le sionisme en acceptant le plan Fahd et récemment le plan de Fès. « Certaines fractions peuvent être tentées (c'est nous qui soulignons) par une compromission avec l'ennemi sioniste » lit-on à la page 5; en même temps on cherche à démontrer que cet hypothétique compromis est tout à fait invraisemblable actuellement. L'appréciation des Etats arabes est également très complaisante: il est bien question de la « complicité criminelle des bourgeoisies arabes » qui ne « veulent pas se lancer dans des batailles qui risquent d'ouvrir des brèches dans le mur de la paix sociale intérieure » mais on laisse entendre en filigrane que ces Etats pourraient contribuer à « des guerres nationales progressistes »

(p. 6) et on insiste lourdement sur le « sentiment national arabe légitime » sans préciser de quoi on parle ni se démarquer de l'usage hypocrite que les bourgeoisies arabes essaient de faire de ce sentiment, qui reste effectivement vivace parmi les exploités.

L'aspect SOCIAL de la question palestinienne, accentué par la dispersion dans tous les Etats de la région, échappe totalement à El-Oumami qui n'apprécie la situation qu'au travers de la conscience nationaliste encore dominante dans les masses palestiniennes. Il ne s'agit pas pour nous de nier la question, et la revendication nationale en Palestine, mais de les intégrer dans une stratégie plus vaste, qui englobe toutes les classes exploitées de la région, sans lesquelles les masses palestiniennes seraient condamnées à l'isolement et à l'impuissance. Ce n'est pas tant sur un "sentiment national arabe", de plus en plus réduit avec le développement capitaliste dans la région, que sur une communauté objective d'intérêts de classe des exploités du Moyen-Orient que la lutte palestinienne pourra compter à l'avenir. C'est précisément ce lien qui s'est déjà manifesté dans les

faits particulièrement au Liban, et que le sionisme, les impérialismes, les Etats arabes veulent briser avec la complicité de la direction de l'OLP qui accepte le principe de non ingérence dans les affaires intérieures des "Etats frères". A sa façon El-Oumami n° 27 contribue à cette division en mettant à plus tard l'exigence pour les franges les plus conscientes de la résistance de rompre avec la discipline de l'OLP et pour les prolétaires de s'organiser indépendamment, se contentant de déclarer que « la critique du programme bourgeois et petit-bourgeois reste à l'ordre du jour car elle est nécessaire pour pouvoir un jour (c'est nous qui soulignons) préserver l'indépendance de classe des masses exploitées vis-à-vis de ce programme et pour mener la bataille avec la perspective de leurs intérêts propres » (p.10). Il s'agit d'une lutte idéologique et non pratique, alors qu'il est bien connu que des centaines de combattants palestiniens radicaux ont été exécutés par certaines organisations membres de l'OLP ou par les "frères" syriens sans parler des massacres perpétrés par la Jordanie en 1970 et par la Syrie en 1976.

COMMENT LA REALITE TRANCHE

Le cours tragique des événements au Liban et l'attitude de l'OLP à Fès ont vite rendu les positions d'El-Oumami insoutenables. Les polémiques qui ont été suscitées par le n°27 et probablement les réactions des lecteurs ont fait le reste, et au fil des numéros d'El-Oumami nouvelle série de rectifications sont apparues de façon honteuse.

D'abord il n'a plus été question de "guerres nationales progressistes", mais de "guerres populaires révolutionnaires" dans lesquelles les noyaux prolétaires et révolutionnaires doivent sauvegarder leur indépendance de classe et « ne pas compter sur l'Etat bourgeois pour mener la guerre contre Israël » (dans "du parti programme au parti d'action révolutionnaire", p. 15). Le n° 1 nouvelle série dénonce l'Etat algérien et découvre, enfin, que « la lutte contre l'impérialisme et le sionisme, la solidarité active avec la lutte armée du peuple palestinien pour ses droits nationaux passent désormais (c'est nous qui soulignons) par la lutte contre notre propre bourgeoisie, notre propre Etat. » Un autre article parle des contradictions de classe qui se cristallisent au sein du mouvement national palestinien, mais la meilleure façon d'y contribuer serait de soutenir la lutte EN GENERAL.

El-Oumami laisse percer sa déception: « force est de constater que même les régimes soi-disant "progressistes" (Algérie, Syrie) ne se sont pas opposés au plan Fahd (...), force est de constater que la direction politique de l'OLP n'a pas rejeté le plan Fahd. » Quelle force ne faut-il pas pour ouvrir les yeux d'El-Oumami ! Mais on se garde bien de se démarquer de l'OLP dans l'activité pratique: « Ce n'est pas tant la question du soutien à l'OLP ou à la résistance palestinienne que la façon dont ce soutien est envisagé et les moyens d'action mis en œuvre (...) qui peut nous distinguer de toutes les forces opportunistes. » Cela revient de fait à faire l'amalgame entre l'OLP et la lutte de résistance palestinienne et à renoncer à se démarquer de l'orientation précise de la direction de l'OLP qui négocie ouvertement avec l'impérialisme la reconnaissance de l'Etat sioniste, ce qui entre en contradiction avec les exigences de la lutte.

Cet expédient tactique analyse quels que soient les "moyens d'action mis en œuvre" les manœuvres des forces opportunistes qui soutiennent tout A LA FOIS l'OLP et l'existence d'Israël. Pour nous,

lutte des masses à l'épreuve des faits et à la faveur d'une totale confirmation qui apporteront les leçons pratiques que les masses tireront de la réalité même de la lutte des classes.

Nous avons déjà montré dans le numéro précédent quel est le rôle du journal sur cette voie; nous tâcherons de définir dans le prochain numéro nos tâches dans le domaine de l'organisation, de la propagande et de l'agitation, pour contribuer à la constitution du PARTI REVOLUTIONNAIRE D'AVANT-GARDE et à l'élaboration d'une solide ligne politique et tactique, car « nous ne pouvons nous contenter de voir nos mots d'ordre tactiques s'essouffler à rattraper les événements, s'y adapter après coup. Nous devons nous efforcer d'avoir en eux des guides nous éclairant le chemin, nous élevant au-dessus des tâches de l'heure. Le parti du prolétariat ne peut pas, s'il désire mener une lutte conséquente et ferme, déterminer sa tactique au jour le jour. Il doit dans ses décisions tactiques, unir la fidélité aux principes du marxisme à une appréciation inflexible des tâches d'avant-garde de la classe révolutionnaire. » (T.9 p.153).

COMBAT POLITIQUE

réorganisation de la société, ou de prêcher aux capitalistes et à leurs valets l'amélioration de sort des ouvriers ou de tramer des complots MAIS D'ORGANISER LA LUTTE DE CLASSE DU PROLETARIAT ET DE DIRIGER CETTE LUTTE DONT LE BUT FINAL EST LA CONQUETE DU POUVOIR POLITIQUE ET L'ORGANISATION DE LA SOCIETE SOCIALISTE. » (T. 4 p. 217).

La condition indispensable pour la constitution d'un véritable parti révolutionnaire, se plaçant à l'avant-garde des masses ouvrières et exploitées et capable de les entraîner dans l'action combattante, passe par la "fusion du socialisme et du mouvement ouvrier". Aussi la tâche fondamentale aujourd'hui à l'ordre du jour est d'œuvrer pour la REALISATION de cette fusion, en un tout indissoluble, du "mouvement spontané avec l'activité du parti révolutionnaire". C'est ainsi que le parti révolutionnaire pourra apparaître sur la scène de la lutte des classes comme un parti compact et puissant, FACTEUR DE L'HISTOIRE. Un parti compact parce que fondé sur une assimilation dynamique de la théorie révolutionnaire afin de l'utiliser à travers une activité permanente et une tactique révolutionnaire pour organiser la lutte des classes. Un parti puissant, car capable non seulement d'apporter des réponses pratiques aux problèmes pratiques que soulèvent les luttes mais aussi et surtout d'orienter et de GUIDER activement ces luttes pour les transformer, en cherchant en permanence à les relier et à les articuler sur un terrain clairement prolétarien de rupture irréversible avec l'ordre social et impérialiste, « en une lutte de toute la classe, en la lutte d'un PARTI politique déterminé pour des idéaux politiques et socialistes déterminés » (T.4 p. 222).

Ce n'est en effet qu'à L'EPREUVE DES FAITS et dans le feu du combat que le parti révolutionnaire pourra s'imposer comme direction pratique et politique du prolétariat et des masses exploitées.

* * * *

Cela dit il convient de voir quels sont les pas concrets à accomplir pour pouvoir réellement avancer sur cette voie en dehors de tout laxisme comme de toute phraséologie aussi prétentieuse qu'inconsistante.

Pour l'instant il faut dire clairement que notre RETARD (en tant qu'organisation) est grand dans l'accomplissement de cette grandiose perspective.

Cela signifie que nous devons œuvrer pour constituer dans les FAITS, grâce à une activité organisée et centralisée de la manière la plus efficace possible, le noyau du parti révolutionnaire qui demain réalisera la fusion du mouvement ouvrier et du socialisme scientifique. Dans ce gigantesque travail l'atout de notre petit réseau est d'avoir pu sauvegarder à travers plus de 50 ans de contre-révolution, la ligne programmatique et théorique du communisme révolutionnaire. Notre responsabilité consiste, aujourd'hui plus que jamais, à UTILISER ce patrimoine, comme nous avons essayé de le faire à travers une pratique dont nous nous efforçons de tirer le bilan le plus complet au titre d'une des contributions que nous entendons apporter au mouvement ouvrier international, pour constituer le PÔLE REVOLUTIONNAIRE capable de regrouper autour du programme communiste révolutionnaire toutes les énergies combattantes des avant-gardes tendant à se dégager des luttes.

Dans cette perspective l'assimilation du programme communiste révolutionnaire, bien qu'indispensable, n'en est pas pour autant une condition EN ELLE-MÊME SUFFISANTE. Loin de là. Encore faut-il qu'elle soit prolongée par une PRATIQUE REVOLUTIONNAIRE appuyant UNE ORIENTATION POLITIQUE ET TACTIQUE FERME tenant compte à la fois des exigences immédiates et historiques de la lutte de classe du prolétariat et des masses exploitées. Cela suppose un PLAN D'ACTION fondé sur un travail permanent d'organisation, de propagande et d'agitation, que la confrontation avec la réalité permettra de CONFIRMER EN PRATIQUE aux yeux des avant-gardes et des couches combattantes que les différentes luttes peuvent se créer sur la base d'une rupture avec l'ordre établi sur tous les fronts (luttes syndicales, antinucléaires, antimilitaristes, de la jeunesse, ou de la solidarité internationale anti-impérialiste et anticapitaliste).

* * * *

Aussi notre tâche la plus urgente est-elle d'élaborer une tactique et une ligne politique capable de s'imposer comme LIGNE DIRECTRICE UNIFIANTE de la

NOTE AUX LECTEURS

Notre analyse de la trajectoire de "El Oumami" à ce jour ne serait pas complète si nous ne parlions pas de leur brochure "Octobre", qui rompt d'une certaine manière avec l'optimisme aveugle du numéro 27 et constitue ainsi un nouveau revirement.

Le manque de place nous oblige à renvoyer au prochain numéro la suite de cet article traitant cette question.

